

RÉTROSPECTIVE





LA VOIX ACADIENNE

Votre journal francophone de l'Île-du-Prince-Édouard

45^e ANNÉE

LE MERCREDI 9 MARS 2022

SUMMERSIDE (Î.-P.-É.)

1,00 \$ (plus la TVH)

SÉRIE DE SPECTACLES D'AUTOMNE ET HIVER À MONT-CARMEL

SPECTACLE VIRTUEL facebook LIVE

www.facebook.com/CDCPMC



JACQUES & JOSIANE COMEAU

13 MARS À 19 H GRATUIT

PRINCE-OUEST SAIT RECEVOIR



L'ouverture communautaire des RVF s'est déroulée le vendredi 4 mars au Centre acadien de Prince-Ouest. Musique et nourriture étaient au menu.

PAGE 8

De gauche à droite, Louise Arsenault et Monique Doucette (musiciennes), Isabelle Dasyva-Gill et Edgar Arsenault (SAF'île). Au second rang, Jonathan Arsenault (musicien), Germain Arsenault (FCÎPÉ), Sylvia McIntyre et Carrie-Ann Gallant (S.-É.-Perrey) et André Doucette (musicien). (Photo et montage : J.L.)

Crédits: La Voix acadienne
09/03/22



Rendez-vous de la Francophonie 2022

Ouverture officielle provinciale des Rendez-vous de la Francophonie 2022

Le mardi 2 mars s'est déroulée la cérémonie d'ouverture officielle provinciale des Rendez-vous de la Francophonie 2022 au Centre des arts de la Confédération, à Charlottetown. L'Ave Maris Stella, l'hymne national acadien, a résonné et les dra-

peaux ont été hissés pour souligner ce mois si spécial pour tous les Acadiens, francophones et francophiles à travers le pays. «Encore une fois, ces Rendez-vous de la Francophonie sont une grande fierté pour notre communauté à l'île et

nous avons hâte de pouvoir contribuer à son rayonnement à travers tout le pays», a déclaré Edgar Arsenault, président de la Société acadienne et francophone de l'I.P.-É. (SAF Île). La SAF Île remercie la Fédération culturelle et sa présidente Louise Daigle pour leur

rôle déterminant dans la tenue de ces célébrations ainsi que l'honorable Antoinette Perry, lieutenant-gouverneur de l'I.P.-É., Mark McLane, député de Cornwall-Meadowbank, et les musiciens talentueux Rowen Gallant et Jesse Périard.

Source : SAF Île



Malgré les routes enneigées, un bon nombre de personnes a assisté à la cérémonie. Au micro, Monique Lafontaine, du Centre des arts de la Confédération. (Photo : SAF Île) ★



Rowen Gallant et Jesse Périard ont fait l'animation musicale. (Photo : SAF Île)



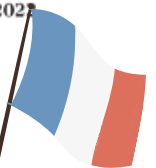
Lors de l'ouverture protocolaire des Rendez-vous de la Francophonie, le mercredi 2 mars au Centre des arts de la Confédération, le drapeau national acadien était à l'honneur. De gauche à droite, la lieutenant-gouverneur Antoinette Perry, le député de Cornwall-Meadowbank, Mark McLane, représentant du gouvernement provincial, Edgar Arsenault, président de la Société acadienne et francophone de l'I.-P.-É. (SAF Île), et Louise Daigle, présidente de la Fédération culturelle de l'I.-P.-É. (Photo : SAF Île)



Le drapeau national acadien flottera durant tout le mois de mars au mât de la résidence de la lieutenant-gouverneur. (Photo : FCIPE)

2 • LA VOIX ACADIENNE - Le 9 mars 2022

Crédits: La Voix acadienne
09/03/22



Rendez-vous de la Francophonie 2022

Une ouverture communautaire en musique et avec de la bonne nourriture

Pour la soirée d'ouverture communautaire des Rendez-vous de la Francophonie, le vendredi 4 mars, la région hôte a mis sur un spectacle musical et un repas préparé par le chef Robert Pendergast, au Centre acadien de Prince-Ouest, dans une ambiance de fête.

JACINTHE LAFOREST

Sur le coup de 20 heures, quelques invités sont montés sur scène pour faire les discours d'occasion. Carrie-Ann Gallant, la présidente du Conseil régional Rév. S.-É.-Perrey, a souhaité la bienvenue à la foule et a fait place au président de la Société acadienne et francophone de l'ÎPÉ, Edgar Arsenault. Ce dernier a félicité la région hôte, et en particulier le personnel et le conseil d'administration du Conseil Rév. S.-É.-Perrey, pour son travail pour faire rayonner le français.

Après ces quelques mots, les musiciens ont envahi la scène. Louise Arsenault au violon et son fils Jonathan à la guitare et les chansons ont lancé le bal, ils ont bientôt été

rejoints par Victor Doucette, Cathy Doucette, Monique Pendergast-Doucette, Steven Perry et André (Andy) Doucette.

Pendant que la musique jouait, les gens recevaient leurs plats commandés dès leur arrivée. Au menu, préparé par chef Robert Pendergast, les gens pouvaient choisir entre deux mets : un fricot genre gombo (recette adaptée par chef Robert), et un pavé de saumon de l'Atlantique. «J'ai composé un menu un peu différent, mais tout de même assez familier pour que les gens ne soient pas intimidés», a indiqué le chef, à propos de son menu.

Il arrive souvent, pendant les activités communautaires, peu importe la région, que la nourriture soit gratuite. Pour cette soirée, les organisateurs ont fait le pari que les gens

paieraient 14 \$ pour un plat principal et 8 \$ pour un dessert, et ils ont eu raison. Toute la soirée, les serveuses ont circulé parmi les tables pour apporter les plats assaisonnés à la perfection. Le dessert, des crêpes minces garnies de sauce au chocolat, a été servi alors que la pause musicale prenait fin. La soirée s'est poursuivie jusqu'à bien après 22 heures, dans une belle ambiance.

Notons que cette soirée était organisée pour un public de 19 ans et plus et que d'autres activités familiales sont au programme durant tout le mois dans la région Prince-Ouest.



Le chef Robert Pendergast a préparé des mets savoureux avec l'aide de son assistante Olivia Ellsworth-Wilson. Le fricot-gombo a été particulièrement populaire.

Crédits: La Voix acadienne
09/03/22

8 • LA VOIX ACADIENNE - Le 9 mars 2022

Rendez-vous de la
Francophonie 2022



Sur la scène, la musique allait bon train. Monique Pendergast-Doucette au piano, Jonathan Arsenault à la guitare, Steven Perry au violon, André (Andy) Doucette à la guitare et au chant, Louise Arsenault au violon et Cathy Doucette à la basse. Absent de la photo, Victor Doucette qui s'occupait de la console de son à ce moment là.



Dans la salle, les gens étaient heureux de passer une belle soirée. (Photos : J.L.) ★



Crédits: La Voix acadienne
09/03/22

**Rendez-vous de la
Francophonie 2022**

ACTUALITÉS

Un forum citoyen virtuel offre une occasion de débattre du postsecondaire en français

19 janvier 2022 | Par Jacinthe Laforest / IJL - Réseau.Presse - La Voix acadienne

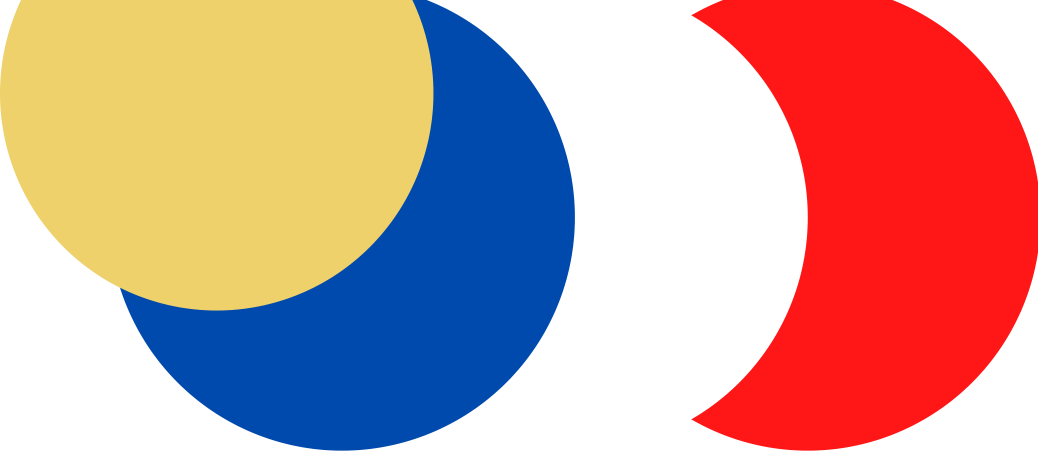


Isabelle Dasyva-Gill, directrice de la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard.(Photo : J.L.)

Crédits: La Voix acadienne
19/01/22



Éducation postsecondaire
en français



En septembre dernier, l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) et la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) du Canada ont donné le coup d'envoi à une série d'activités préparatoires aux États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire au Canada. Une de ces étapes consiste en la tenue de forums citoyens virtuels, pour certaines régions du pays. Le forum citoyen virtuel pour l'Atlantique est prévu pour le 26 janvier.

Les inscriptions sont ouvertes.

Le 26 janvier, les citoyens et citoyennes des quatre provinces de l'Atlantique sont conviés à un grand forum citoyen virtuel sur les études postsecondaires en français en milieu minoritaire. Le forum est ouvert à toutes et à tous : étudiantes et étudiants, parents et familles, professionnelles et professionnels, recruteuses et recruteurs, partenaires communautaires et citoyennes et citoyens.

«Le forum citoyen est l'occasion de se rassembler, pour trouver des solutions durables, mais aussi pour imaginer ensemble ce que pourrait être le postsecondaire en français en milieu minoritaire. Malgré les défis locaux, la question centrale est finalement : entre nos quatre provinces, comment peut-on mieux travailler main dans la main pour améliorer le postsecondaire en français?», soulève Isabelle Dasylyva-Gill, directrice de la Société acadienne et francophone de l'ÎPÉ.

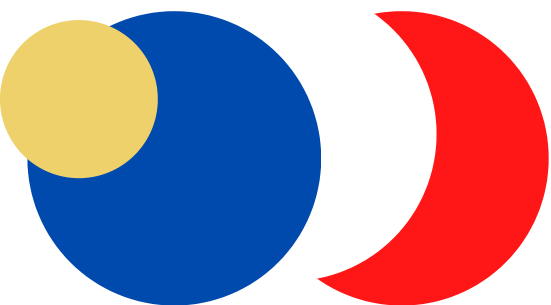
«Nous aimerions que plusieurs personnes de l'Île s'inscrivent. C'est tout de même une question importante, l'éducation postsecondaire en français, autant au collégial qu'au niveau universitaire. Nous voulons rejoindre toutes les personnes qui peuvent avoir une influence sur la décision d'un ou d'une élève de nos écoles de poursuivre ses études en français, peu importe le niveau et le domaine», dit la directrice générale de la SAF Île, l'organisme porte-parole de la communauté acadienne et francophone de l'ÎPÉ.

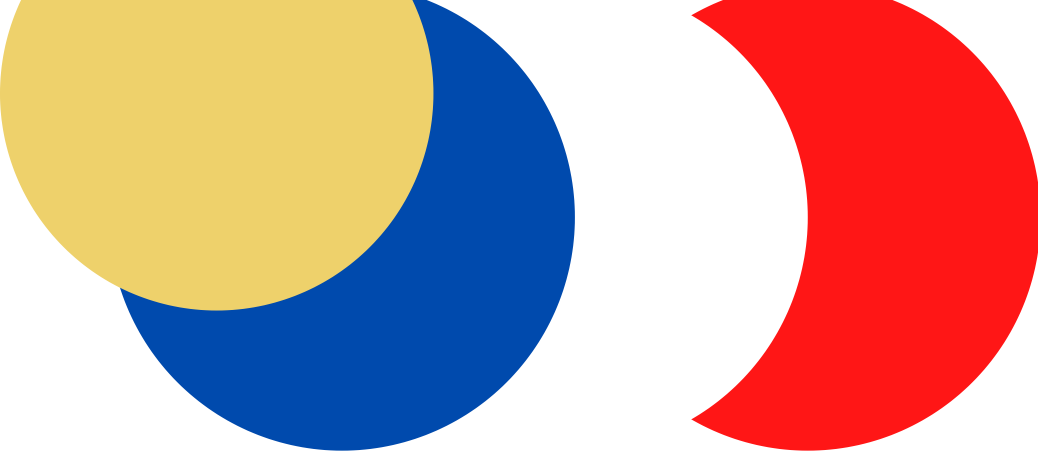
«Le forum concerne toutes les provinces atlantiques : notre île, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse ainsi que Terre-Neuve et Labrador. L'objectif est de comprendre les liens entre nos institutions postsecondaires et le marché du travail et les opportunités qu'elles permettent. Le forum citoyen souhaite également créer des ponts entre les provinces afin de garantir la plus efficace des coopérations», soutient Isabelle Dasylyva-Gill qui en tant que directrice générale de la SAF Île, participe à l'organisation de ce forum citoyen.

Crédits: La Voix acadienne
19/01/22



Éducation postsecondaire
en français





En effet, Charles Duguay, vice-président de la SAF Île et père de trois enfants ayant fait des études postsecondaires, sera l'un des invités à la table ronde d'ouverture et il pourra également répondre aux questions et parler de l'expérience de ses enfants et de sa famille dans le postsecondaire francophone. Les enjeux sont importants, car l'éducation reste un secteur essentiel pour la promotion de la francophonie tant d'un point de vue culturel et patrimonial que d'un point de vue économique pour le marché du travail.

Vers le sommet les 24 et 25 mars 2022

Le sommet des États généraux est prévu pour les 24 et 25 mars prochains. Ce sera l'occasion de faire le bilan de tout ce qui aura été récolté au cours des quatre forums citoyens virtuels régionaux, des six grandes consultations thématiques et des autres activités de collectes d'information. Tout ce qui concerne les États généraux est regroupé sur un site Web (egpostsecondaire.ca) lancé par l'ACUFC et la FCFA du Canada. C'est notamment par ce site qu'on peut s'inscrire aux activités de consultation et accéder aux documents préparatoires.

Les deux organismes et leurs partenaires appellent tous ceux et celles qui tiennent à l'éducation postsecondaire en français à en parler sur les réseaux sociaux en utilisant le mot-clic #OnEnParle.

Pour s'inscrire, gratuitement : <https://www.eventbrite.ca/e/billets-forum-citoyen-de-latlantique-221996466407>



Pourquoi des forums citoyens ?

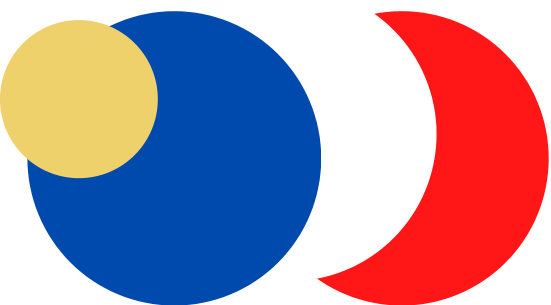
Ces forums visent à faire entendre la voix des citoyennes et citoyens car il est important que tous et toutes les francophones puissent prendre la parole et donner leur point de vue : réalités, besoins, aspirations par rapport à l'éducation postsecondaire en français.

Pour en savoir plus sur le forum, visitez le <https://egpostsecondaire.ca/FORUMATLANTIQUE/>

Crédits: La Voix acadienne
19/01/22



Éducation postsecondaire
en français



Commémoration du Jour du Souvenir acadien



La lieutenant gouverneure son honneur Antoinette Perry a déposé la couronne commémorative.



De gauche à droite, Dylan Andrews-Christian, Aidan McTague, Isabelle Dasylyva-Gill, Molly McInnis, Keira Dionne-Arsenault, Julie Gagnon (enseignante) et Femka Dasylyva Gill. La classe de 5^e et 6^e année de l'École Saint-Augustin à Rustico et leur enseignante.

La communauté s'est réunie au lieu historique national Skmaq-Port-la-Joye-Fort-Amherst, le 13 décembre dernier, pour se rappeler la tragédie de la Déportation de l'Î.-P.-É. La cérémonie était organisée par la Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É et Parcs Canada en partenariat avec la Fédération culturelle de l'Î.-P.-É.

La tradition du jour du Souvenir acadien est une commémoration annuelle sur le site pour se rappeler le naufrage du navire Duke Williams et aussi du navire Violet qui s'est échoué quelques heures plus tôt. Il s'agit de la plus grande tragédie humaine dans toute l'histoire de l'Île-du-Prince-Édouard. On célèbre aussi la vitalité de la communauté acadienne et francophone contemporaine.

acadien aujourd'hui. C'est important de comprendre que le peuple acadien a une histoire heureuse, mais aussi malheureuse.

La commémoration est le moyen de s'assurer que nos ancêtres ne seront jamais oubliés. Ils sont un aspect important de ce qu'est le peuple



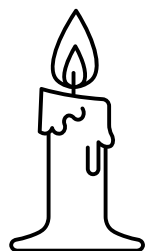
Mark McLane, récemment élu dans la circonscription de Cornwall-Meadowbank, a surpris le public par son excellent français. Il représentait le premier ministre Dennis King.



Martin Thériège, président de la Société nationale de l'Acadie. Il a rappelé que la moyenne d'âge des déportés était le tendre âge de 15 ans : «L'âge de tous les rêves» et il a invité les Acadiens et Acadiennes à continuer de rêver grand.

Crédits: La Voix acadienne
15/12/21

Jour du Souvenir
Acadien





Georges Arsenault fait la lecture de la déclaration annuelle du Jour du Souvenir acadien.



Jacques Arsenault a interprété quelques chants, incluant Un acadien errant et Tout passe.

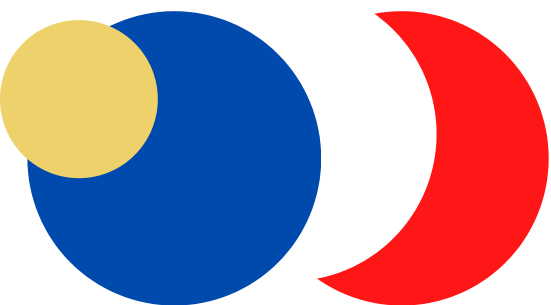


Charles Duguay et Giséle Delaney-Duguay ont incarné deux personnes ayant survécu au naufrage du Ruby, le 16 décembre 1758. Il s'agit de Charles Haché-Gallant et de Marie Hébert. Ils se sont rencontrés à la suite du naufrage, se sont mariés et ont eu 12 enfants.

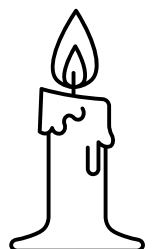


Lors de l'interprétation de l'Ave Maris Stella, en coeur, tout autour du monument de l'Odyssée acadienne, au lieu historique national Skmaqñ-Port-la-Joye-Fort-Amherst. (Photos : Jacinthe Laforest) ★

Crédits: La Voix acadienne
15/12/21



Jour du Souvenir
Acadien



Déclaration du premier ministre Dennis King à l'occasion du Jour du Souvenir acadien

NDLR : Cette déclaration a été reçue par les médias le lundi 13 décembre de la part du premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard. Il nous fait plaisir de la publier. Vous pouvez ainsi voir le reportage de la commémoration à la page 3 du journal.

«Aujourd'hui, nous soulignons un jour solennel pour la communauté acadienne et francophone en commémorant ceux et celles qui ont perdu la vie ou qui ont été déplacés lors de la Déportation de 1758, un événement triste et tragique de notre histoire.

Villages vidés, biens saisis, familles déracinées... Embarqués de force sur des bateaux, les Acadiens et Acadiennes ont été emmenés loin de leur terre, une terre qui, pour certains, aurait été la seule qu'ils aient connue. Plus de la moitié d'entre eux sont morts de maladie sur ces bateaux ou ont péri en mer lorsqu'une tempête qui a coulé leur embarcation. D'autres encore ont fui à pied en quête d'une meilleure vie sur le continent, mais se sont dispersés pour trouver refuge le mieux possible.

Nous répétons ces histoires pour nous souvenir, mais aussi pour continuer à apprendre des erreurs du passé et assurer un avenir meilleur.

Aujourd'hui, nous prenons aussi le temps de souligner la résilience du patrimoine acadien à l'Île-du-Prince-



Le premier ministre de l'Î.-P.-É., Dennis King.

Édouard, allant au-delà des noms de famille et des symboles bien connus. De Souris à Tignish, nous trouvons une communauté acadienne et francophone dynamique qui continue à s'épanouir et à se diversifier.

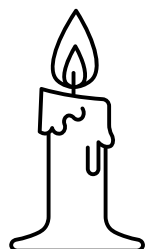
Nous sommes fiers de ce patrimoine acadien. Ensemble, assurons la résilience et la diversité de la communauté acadienne et francophone de l'Île en continuant de l'appuyer au fur et à mesure que s'écriront les prochains chapitres de sa riche histoire».

Renseignements supplémentaires sur la Déportation des Acadiens et Acadiennes de l'Île: <https://journals.lib.unb.ca/index.php/acadiensis/article/view/10844/11665>. ★



Crédits: La Voix acadienne
15/12/21

**Jour du Souvenir
Acadien**



Les membres de la SAF'Île se rassemblent en personne



Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Dennis King, s'adressait aux membres de la SAF'Île, réunis en assemblée annuelle samedi.

PHOTO: RADIO-CANADA

La Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard, la SAF'Île, tenait samedi sa première assemblée générale annuelle non virtuelle depuis le début de la pandémie.

La rencontre a été propice aux célébrations, aux rires et à l'émotion, surtout pour Freda Benard, nommée Acadienne de l'année.

La surprise a été totale. « Une grosse émotion là, grosse, grosse émotion [...] Avoir su ça, j'aurais préparé un petit texte, mais je ne savais pas », a confié Mme Benard en riant.

Robert McConnell a reçu pour sa part le Certificat honorifique de citoyenneté acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard. L'avocat insulaire est connu pour avoir remporté devant la Cour Suprême du Canada une victoire importante le 13 janvier 2000. Dans une décision unanime, la Cour suprême du Canada statuait qu'en vertu de la Charte des droits et libertés, les parents ont obtenu droit à l'école primaire française qu'ils réclament pour leurs enfants.

De nombreuses personnalités acadiennes ou insulaires et membres de la SAF'Île ne voulaient pas rater ce rendez-vous.

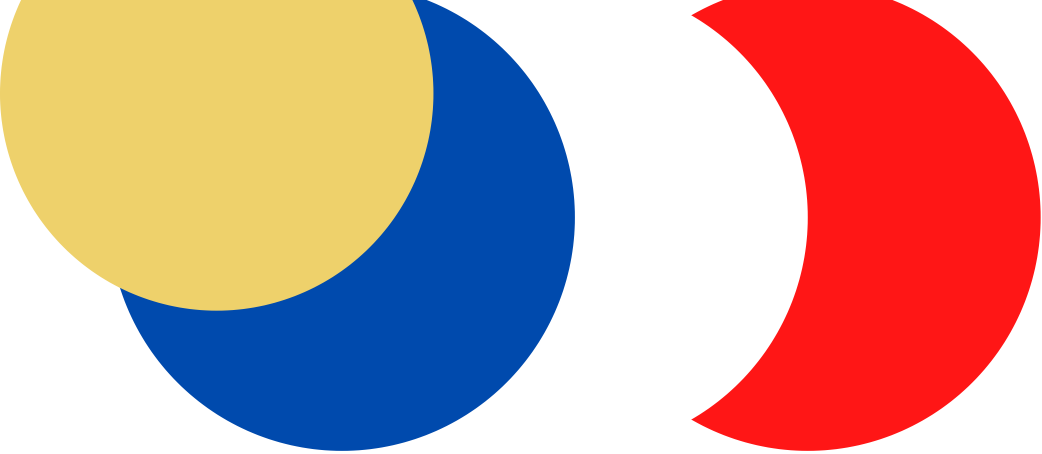


Freda Benard ne s'attendait pas à être nommée Acadienne de l'année 2021 à l'Île-du-Prince-Édouard.

PHOTO : RADIO-CANADA

Crédits: Radio-Canada,
Ici Île-du-Prince-
Édouard, 24/10/2021





« Il n'y a rien qui peut remplacer complètement les rencontres en personne. »

— Antoinette Perry, lieutenant-gouverneure de l'Île-du-Prince-Édouard

« Il y a une énergie qui se transmet et qui ne peut pas se transmettre autrement. Et pour moi, de retrouver mes amis acadiens, c'est pas mal important. C'est vraiment important, puis c'est vraiment beau de voir tout ce monde-là, ici, dans notre centre », renchérit Freda Benard.

Des projets à profusion

Les défis s'annoncent nombreux pour la SAF'Île, une organisation financièrement saine, qui va pouvoir investir massivement dans des projets communautaires ainsi que dans son influence auprès du gouvernement.

« On a une communauté qui est dynamique », dit Edgar Arsenault. « On a nos défis, c'est certain, mais je pense qu'il faut procéder vers l'avant, en gardant notre histoire pour nous permettre d'avancer ensemble. »

Pour Edgar Arsenault, la priorité est claire : « Les programmes pour notre communauté. »

« Notre premier ministre veut travailler avec nous. Mais je pense que l'on doit être actifs en sachant ce que l'on veut et en travaillant avec le gouvernement pour s'assurer que tous les nouveaux programmes soient favorables à la francophonie », souligne-t-il.



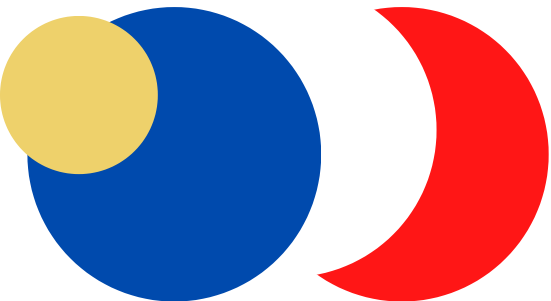
La lieutenant-gouverneure de l'Île-du-Prince-Édouard, Antoinette Perry, a assisté à l'assemblée annuelle de la SAF'Île, le samedi 23 octobre 2021.
PHOTO : RADIO-CANADA



Edgar Arsenault est le président de la SAF'Île.
PHOTO : RADIO-CANADA

Antoinette Perry a profité de la rencontre pour prodiguer ses encouragements. « Tenez le coup, ne lâchez pas. L'important c'est les rencontres et de communiquer aussi ouvertement, afin que les gens puissent embarquer dans les projets. »

D'après le reportage de Julien Lecacheur



Crédits: Radio-Canada,
Ici Île-du-Prince-
Édouard, 24/10/2021

AGA 2021



La rétention dans le communautaire, un enjeu « systémique » à l'Î.-P.-É.

Le Conseil acadien et francophone de l'est, situé à Rollo Bay, se retrouve sans direction, un an après l'entrée en fonction de Vincent Anama. À Summerside, il a fallu l'été au centre Belle-Alliance pour trouver une remplaçante à Maïté Mezierre, partie elle aussi. Partout, le secteur communautaire fait face au défi de la rétention des ressources humaines, un enjeu qui touche toute la province, selon la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF'Île).

Aux yeux d'Isabelle Dasylyva-Gill, directrice de la SAF'Île, le cas de Rollo Bay, où le directeur est resté un an en place, n'est pas un cas isolé, mais un « problème systémique ».

La responsable évoque notamment Summerside et Charlottetown, où le roulement est plus important qu'ailleurs. À l'heure actuelle, seuls les centres communautaires de Rustico, Évangéline et Tignish peuvent se vanter d'une certaine stabilité dans leurs directions.

Isabelle Dasylyva-Gill montre du doigt l'absence de ressources, qu'elles soient humaines ou financières, pour aider les directions – surtout lorsqu'il s'agit de nouveaux arrivants connaissant mal ou peu la réalité communautaire – à remplir leur mandat et à répondre « aux attentes de la communauté ».



Selon la directrice de la SAF'Île, Isabelle Dasylyva-Gill, le manque de stabilité du financement des organismes francophones de la part du fédéral est problématique.

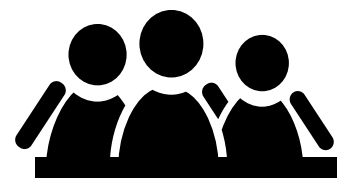
PHOTO : RADIO-CANADA / LAURENT RIGAUX



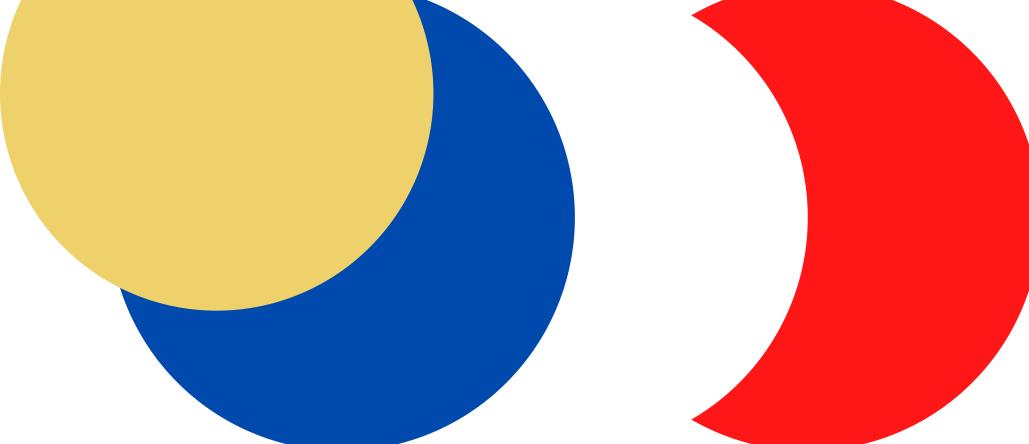
Le Pavillon de l'Est à l'Île-du-Prince-Édouard, qui regroupe l'école de langue française La-Belle-Cloche, une garderie et le Comité acadien et francophone de l'Est.

PHOTO : RADIO-CANADA / FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

Crédits: Radio-Canada, Ici
Île-du-Prince-Édouard,
29/09/2021



RESSOURCES
HUMAINES

A decorative graphic at the top left of the page consists of three overlapping circles: a yellow one on top left, a blue one on top right, and a red one on the right side.

« Un élément qui est commun, que les gens soient d'ici ou d'ailleurs, c'est qu'ils finissent par être brûlés dans le communautaire. C'est vraiment le cri du cœur qu'on essaie de lancer par rapport aux ressources! »

— Isabelle Dasylyva-Gill, directrice de la SAF Île

La SAF Île vante la mise en place de services partagés entre organismes, afin de mettre en commun des moyens pour remplir certaines tâches. Le Service finances est déjà sur les rails depuis des années; le Service RH devrait suivre sous peu.

« On reconnaît qu'il y a des avantages à avancer ensemble », lance la directrice. Mutualisation, optimisation, regroupement... toutes les options semblent sur la table pour éviter de reproduire ces situations où la charge de travail des employés, qui se comptent souvent sur les doigts d'une seule main, augmente soudainement lorsque l'une ou l'un d'entre eux s'en va.

« On a ces discussions-là, évidemment! »

— Isabelle Dasylyva-Gill, directrice de la SAF Île

La responsable cite en exemple le franco tour du 15 août, où des moyens ont été mis en commun, ou encore les Rendez-vous de la francophonie, où les régions ont travaillé ensemble, trois par trois. L'idée, c'est de créer un modèle et de dire « voyez, ça marche », complète-t-elle.

Crédits: Radio-Canada, Ici Île-du-Prince-Édouard, 29/09/2021

« On a un projet de renforcement des capacités organisationnelles; un grand mot pour aider les comités régionaux à mieux travailler ensemble. C'est là qu'on s'en va », détaille-t-elle.

Si le constat du besoin de plus de synergies est partagé au sein des directions communautaires, le défi du recrutement reste. À Summerside, deuxième ville de la province, il a fallu plus de trois mois pour pourvoir le poste de direction. À Rollo Bay aussi, de longs mois s'étaient écoulés lors desquels le centre n'avait aucun employé, avant l'arrivée du directeur actuel, en septembre 2020.

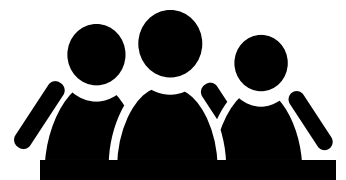
« Les postes sont affichés! » s'exclame Isabelle Dasylyva-Gill. Là encore, elle avance la fatigue des employés pour expliquer le manque d'intérêt de la population locale.

« Beaucoup de choses ont été développées par des bénévoles, mais même quand les personnes sont payées, la charge de travail et les attentes sont tellement plus élevées que ce que les personnes sont capables de livrer que ça brûle le monde », dit-elle.

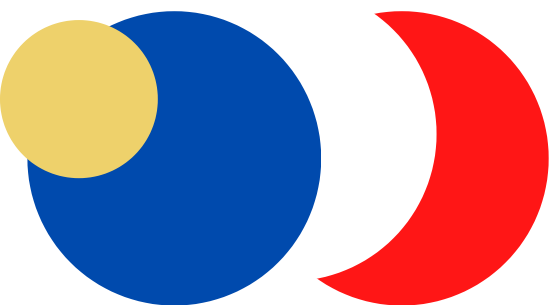
Et, poursuit-elle, une fois que les personnes sont « brûlées », elles préfèrent se tourner vers les gouvernements provincial et fédéral, où les attendent des salaires plus élevés et des conditions de travail plus agréables.

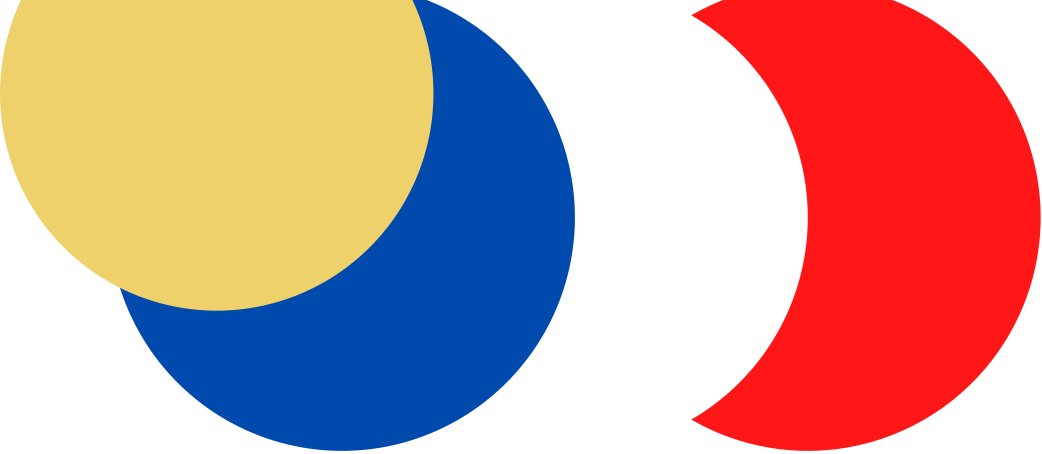
« Ça prend des ressources plus constantes pour créer un cadre qui va favoriser la rétention. »

— Isabelle Dasylyva-Gill, directrice de la SAF Île



**RESSOURCES
HUMAINES**



A decorative graphic at the top left of the page consisting of a large yellow circle overlapping a blue circle, which in turn overlaps a red crescent shape.

Isabelle Dasyva-Gill prend en exemple la SAF'Île, où 2,5 personnes travaillent à l'heure actuelle. « Avec toutes les responsabilités qu'on a! Puis on a des membres qui ont plus d'employés, plus de ressources financières; là, déjà, il y a un déséquilibre! »

Même si les nouveaux arrivants sont sans doute aussi d'un caractère plus mobile que les personnes établies à l'Île depuis longtemps, elle refuse d'y voir un problème. « Sans les nouveaux arrivants, le réseau communautaire serait vraiment en trouble. Et sans les personnes de l'Île qui font du bénévolat, qui sont sur les CA, on serait en trouble aussi. On a vraiment besoin des deux bords. »

L'optimisation des ressources reste un travail de longue haleine. Aucune présentation formelle n'a encore été faite pour accroître la mise en commun, au-delà des services partagés. « On avance une bouchée à la fois, avec les moyens qu'on a », justifie la directrice. « Toute cette dynamique-là, ça prend du temps, du temps qu'on n'a pas, parce qu'on est occupé à éteindre des feux, à gérer des crises; on est juste en train de brasser pour faire nos mandats », regrette-t-elle.

Laurent Rigaux

Crédits: Radio-Canada, Ici Île-du-Prince-Édouard, 29/09/2021



**RESSOURCES
HUMAINES**

La francophonie atlantique craint pour ses organismes et sa démographie

Marc POIRIER, Francopresse

FRANCOPRESSE – La modernisation de la Loi sur les langues officielles et le dossier de l’immigration sont les enjeux prioritaires sur le radar des principaux organismes francophones de l’Atlantique en vue des élections du 20 septembre. Entre espoir et désillusion, aucun d’entre eux ne renonce à revendiquer des actions concrètes des partis en lice.

L’immigration touche à des problèmes très concrets : maintenir ou même augmenter la proportion actuelle des francophones hors Québec pour assurer la vitalité des communautés en situation minoritaire, ainsi que contribuer à résoudre la pénurie de main-d’œuvre, une épine de plus en plus présente dans toutes les économies au pays.

«Il faut augmenter le pourcentage d’immigration francophone et peut-être cibler davantage certaines catégories d’emplois pour combler les besoins qu’on a dans les régions », revendique la directrice générale de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), Marie-Claude Rioux.

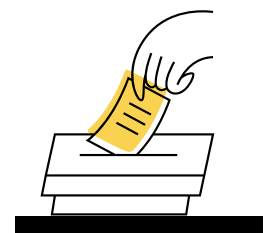
Du côté de la Société de l’Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB), on souhaite que la province obtienne davantage de pouvoir dans ce secteur.

«Comme le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue au Canada, elle se doit d’avoir une plus grande autonomie en immigration pour s’assurer qu’effectivement, le poids démographique des francophones ne diminue pas », avance le président de l’organisme, Alexandre Cédric Doucet.

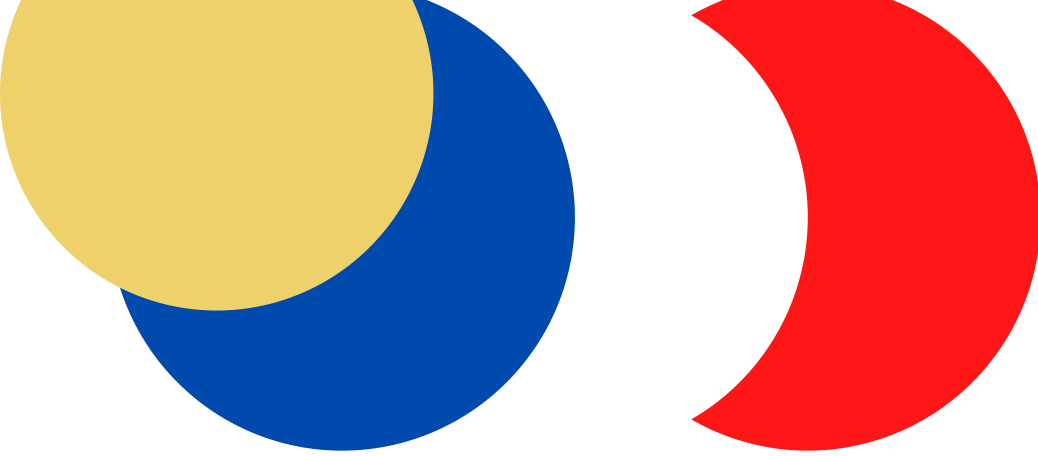
Crédits: Le Courrier de la Nouvelle-Écosse, 17/09/2021



**JEAN-MARC DOIRON – ACADIE
NOUVELLE/MONTAGE FRANCOPRESSE**



**ÉLECTIONS
FÉDÉRALES 2021**



« C'est un dossier crucial pour l'avenir de la province, mais aussi l'avenir démographique de l'Acadie », ajoute-t-il.

La Société nationale de l'Acadie (SNA), qui regroupe les principaux organismes francophones des quatre provinces de l'Atlantique, place également l'immigration en priorité.

Depuis le début de la campagne électorale, la SNA sollicite les partis fédéraux pour qu'ils s'engagent à rétablir et à augmenter le poids démographique des parlants français en Atlantique par le biais de l'immigration francophone.

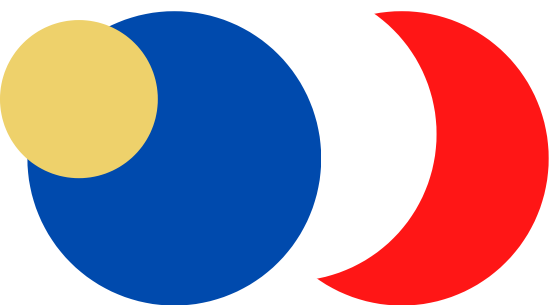
La présidente de l'organisme, Louise Imbeault, note qu'il existe bien des cibles fédérales et certaines provinciales, « mais ces cibles n'ont jamais été atteintes. Donc, il faut une volonté et les moyens pour y arriver ».

«La question linguistique, une « non issue » pour les partis?»

La modernisation de la Loi sur les langues officielles est un autre dossier qui interpelle les organismes de l'Atlantique consultés.

La revendication générale, qui épouse celle de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, veut que les partis politiques s'engagent à déposer à nouveau un projet de loi dans les 100 premiers jours d'un éventuel gouvernement.

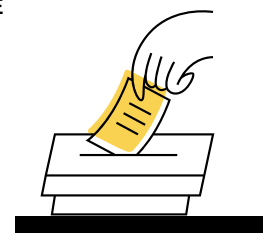
Crédits: Le Courrier de la Nouvelle-Écosse, 17/09/2021

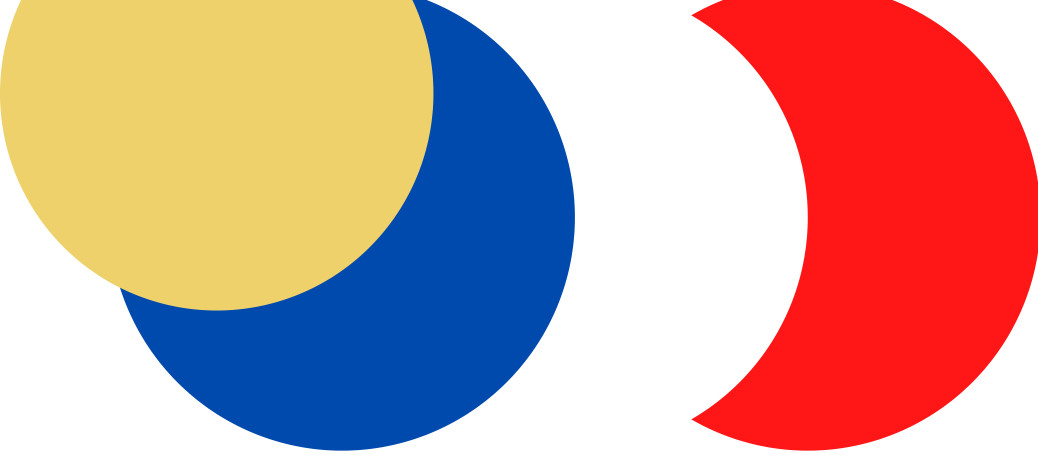


COURTOISIE



COURTOISIE





La Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) en fait son principal cheval de bataille, mais le court délai électoral l'a empêché de formuler des revendications formelles. L'organisme dit s'aligner avec la FCFA pour ses demandes envers les différents partis.

La SANB exige quant à elle que la mise en œuvre de la future Loi modernisée soit effectuée par le Conseil du Trésor, et non par Patrimoine canadien, et qu'il y ait une obligation de consulter les communautés de langues officielles en situation minoritaire lorsqu'il y a des transferts de fonds du fédéral aux provinces.

En Nouvelle-Écosse, les lacunes de la mise en œuvre de la Loi, décriées depuis des années, se font particulièrement sentir du côté de l'offre active dans les services en français.

Selon la directrice générale de la FANE, cette offre n'atteint même pas 10 % dans les bureaux fédéraux de la province. Marie-Claude Rioux souligne les nombreux efforts pour rectifier la situation n'ont connu que des échecs, ce qui la rend désabusée face à la volonté politique.

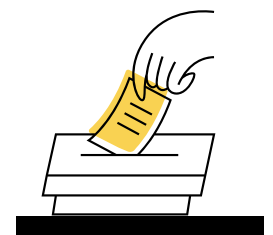
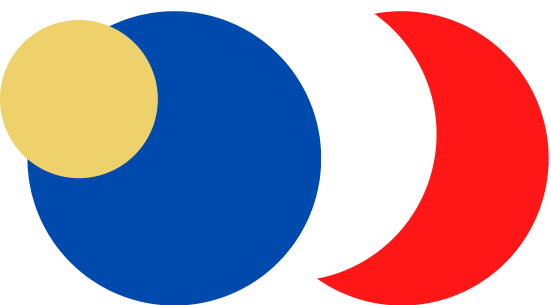
« Faut se dire les vraies choses: la question linguistique n'est pas une priorité pour aucun des partis, tous gouvernements confondus, indique-t-elle. On est une "non issue". Faut pas se donner plus d'importance qu'on en a. On n'en a pas. Point. Et encore moins maintenant. »

Marie-Claude Rioux convient toutefois que plusieurs partis ont pris de bons engagements sur la question pendant cette campagne.

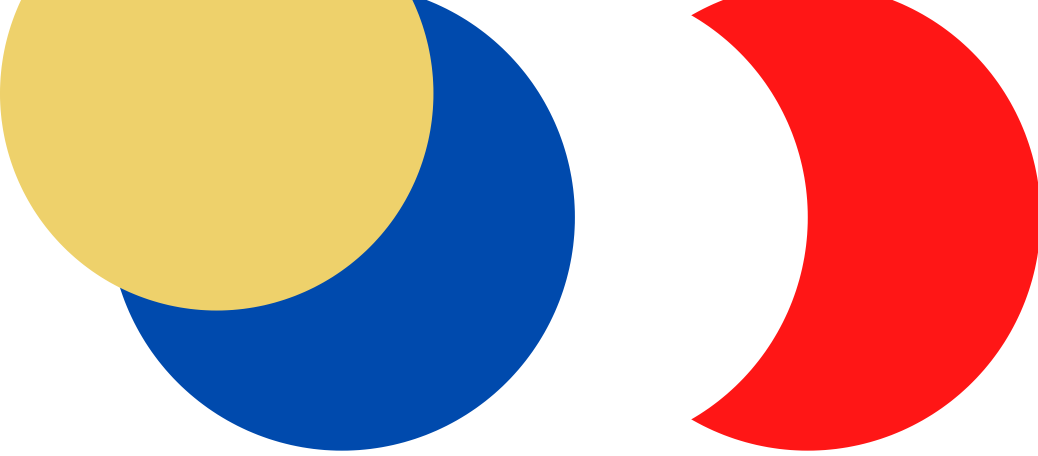
Parmi ces engagements, le Parti libéral promet dans son programme électoral de réintroduire dans les 100 jours d'un éventuel nouveau mandat son projet de loi mort au feuillet en raison du déclenchement des élections.

La plateforme du Parti conservateur souligne de son côté qu'une « mesure législative pour moderniser la Loi » sera présentée, et que celle-ci inclura entre autres que le Conseil du Trésor soit chargé de la mise en œuvre. De son côté, le NDP s'engage aussi à présenter dans les 100 premiers jours une Loi modernisée, mais pas nécessairement la même que celle des libéraux.

Crédits: Le Courrier de
la Nouvelle-Écosse,
17/09/2021



**ÉLECTIONS
FÉDÉRALES 2021**



Relance économique et culturelle postpandémique

Autre dossier d'importance : la relance post-COVID. Les principaux organismes francophones de la région revendiquent que cette relance inclue des secteurs qui ont été secoués par la pandémie dans les communautés acadiennes et francophones, dont la santé mentale, la petite enfance et le postsecondaire.

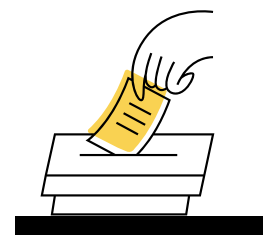
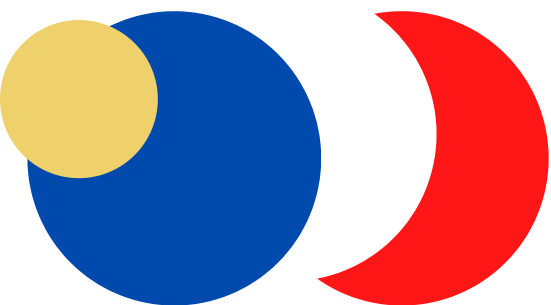
Louise Imbeault, de la SNA, critique notamment la volonté des conservateurs de remplacer le programme de garderies à 10 \$ annoncé par les libéraux avant les élections par un système de crédit d'impôt.

« Ça ne crée aucune place en garderie et ça ne crée pas un système national, déplore-t-elle. De plus, il faut souligner que personne n'a encore dit dans quelles langues seront ces places-là. »

Dans la même veine, la fragilité des organismes eux-mêmes inquiète particulièrement la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF'Île) : « Les organismes communautaires en situation minoritaire qu'on représente [mettent de l'avant] la question de pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs-clés [...] santé, éducation, culture et petite enfance », affirme la directrice générale, Isabelle Dasylya-Gill.

De concert avec la FCFA, les organismes de l'Atlantique ont rencontré plusieurs candidats des différents partis afin de faire connaître leurs demandes. D'autres rencontres sont prévues d'ici la fin de la campagne électorale.

Crédits: Le Courrier de
la Nouvelle-Écosse,
17/09/2021



**ÉLECTIONS
FÉDÉRALES 2021**

A decorative graphic at the top left consisting of two overlapping circles: a yellow one on top and a blue one on the bottom, partially overlapping a red crescent shape on the right.

Élections: la SAF'Île déçue du manque d'intérêt des candidats

La Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF'Île) fait le bilan de ses rencontres avec les candidates et candidats de l'Île-du-Prince-Édouard aux élections fédérales. La participation n'a pas été à la hauteur des attentes de l'organisme. Sur 16 candidats identifiés, seulement quatre ont répondu à l'invitation : un candidat conservateur, un libéral et deux du Parti vert.

Que cela signifie-t-il sur l'intérêt porté à la communauté francophone et acadienne par les candidats? Quels sont les enjeux que voulait aborder la SAF'Île?

La directrice de l'organisme, Isabelle Dassylva-Gill, nous fait part de sa réaction au micro du *Réveil*.

« Les tables rondes ont été organisées de manière virtuelle pour faciliter la participation. On a été surpris et pas mal déçu. » — Isabelle Dassylva-Gill

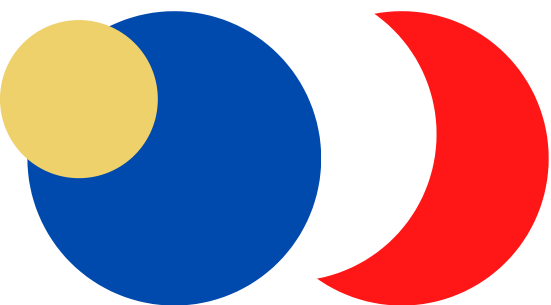
Selon la responsable, même « s'il n'y a pas une candidate ou un candidat qui nie la situation à laquelle on fait face », il est important de « continuer à rendre visible » les enjeux de la communauté acadienne et francophone, « qui perdurent de façon systémique ».

Avec les informations de Denis Duchesne.



Radio-Canada / CBC / Sarah MacMillan

Crédits: Radio-Canada, Le Réveil
/ Île-du-Prince-Édouard,
14/09/21



Protection du français et financement des organismes, les priorités de la SAF'Île



Laurent Rigaux

Publié le 8 septembre 2021

À moins de deux semaines du scrutin fédéral, la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF'Île) rencontre les candidates et candidats de la province pour leur faire part de ses priorités.

Fragilisation du français et précarité des organismes communautaires, Isabelle Dasyva-Gill fait la liste des défis du moment pour la communauté francophone de l'Île. « Beaucoup d'organismes n'ont pas de financement stable, ça a un impact sur les services et programmes qui sont offerts », insiste la directrice générale de la SAF'Île.

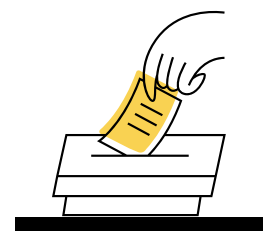
« Ce n'est pas une situation viable à long terme. »

— Isabelle Dasyva-Gill, directrice de la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard

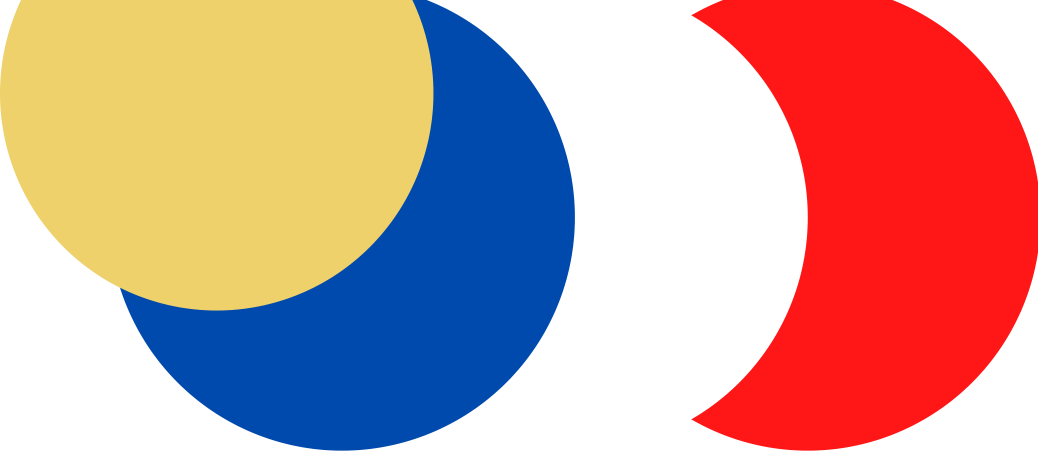
L'organisme porte-voix de la communauté a commencé à rencontrer les candidates et candidats de tous les partis, et a aussi envoyé un sondage aux organismes communautaires pour pouvoir rendre compte de leurs difficultés et enjeux spécifiques.

Isabelle Dasyva-Gill évoque également la difficulté de maintenir un poids démographique dans la province et la pénurie de main-d'œuvre, notamment en éducation, en santé et dans les secteurs de la culture et de la petite enfance.

Crédits: Radio-Canada, Ici Île-du-Prince-Édouard, 08/09/21



**ÉLECTIONS
FÉDÉRALES 2021**



POLITIQUE

« Ce sont des secteurs essentiels quand on parle de la vitalité d'une communauté, on trouve important de faire qu'ils soient visibles », explique-t-elle.

Si l'immigration est une des solutions pour pallier le problème, là aussi, la responsable fait preuve de retenue alors que le gouvernement fédéral a déjà du mal à atteindre sa cible de 4,4 % d'immigrants francophones hors Québec.

« Comment une communauté va-t-elle vivre si elle n'est pas capable d'accéder à des services en français, si elle n'est pas capable de résoudre le problème du poids démographique parce que les stratégies d'immigration francophone ne remplissent pas les objectifs? », s'interroge-t-elle. « Comme communauté, il y a un minimum vital pour pouvoir vivre », lance la directrice.

« Au lieu d'être en mode survie, on veut pouvoir vivre. »

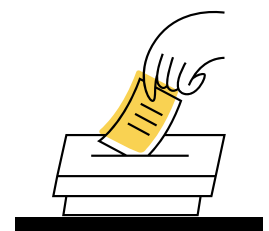
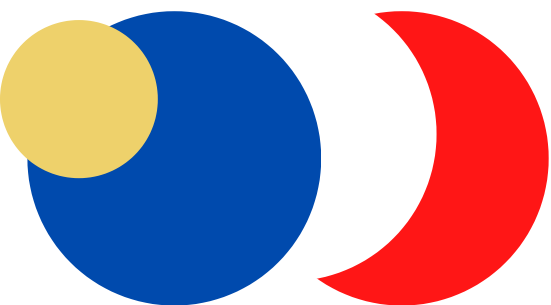
— Isabelle Dasyva-Gill, directrice de la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard

En rencontrant les personnes candidates à l'élection, la SAF Île souhaite les sensibiliser. « Ce qu'on cherche à faire, c'est de leur dire : "Voici nos enjeux, voici notre réalité, voici l'impact que vous pouvez avoir" », dit Isabelle Dasyva-Gill.

Au menu des leviers pouvant être actionnés par Ottawa, elle insiste sur l'harmonisation et la « synchronisation des politiques adoptées, des stratégies mises en œuvre » pour favoriser le recrutement, notamment à l'international, un enjeu [déjà évoqué par la Coopérative d'intégration francophone](#).

Isabelle Dasyva-Gill ajoute qu'un bilan des rencontres avec les candidates et candidats sera fait. À l'heure actuelle, les plateformes des candidats la laissent sur sa faim. « Les promesses électorales, on est habitués à les avoir, mais c'est quoi le plan détaillé pour faire que ça arrive? », demande-t-elle.

Crédits: Radio-Canada, Ici Île-du-Prince-Édouard, 08/09/21



**ÉLECTIONS
FÉDÉRALES 2021**

Avec le « franco tour », la fête nationale de l'Acadie dure trois jours à l'Île



Tintamarre sur Victoria Row, à Charlottetown PHOTO : Radio-Canada / Marika Bellavance

Les festivités du 15 août seront étalées sur plusieurs jours cette année à l'Île-du-Prince-Édouard. Le « franco tour » imaginé par les six centres scolaires communautaires et la Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. (SAF Île) pour la fête nationale de l'Acadie permettra au public de varier les plaisirs.

Tout commencera vendredi 13 août à 10h30 avec le tintamarre à Charlottetown. La communauté de Summerside lèvera le drapeau à midi le même jour. Et le soir, c'est au Carrefour de l'Isle-Saint-Jean dans la capitale que le public pourra profiter d'activités diverses, d'un repas et d'un concert avec Sirène et Matelot.

Le lendemain, Rustico prendra le relais, avec un tintamarre, un repas, de la musique dès 11h. À Rollo-Bay, la fête débutera à 15h avec un marché d'exposants, des activités à l'extérieur avant une soirée concert avec Fayo et Vishtèn.

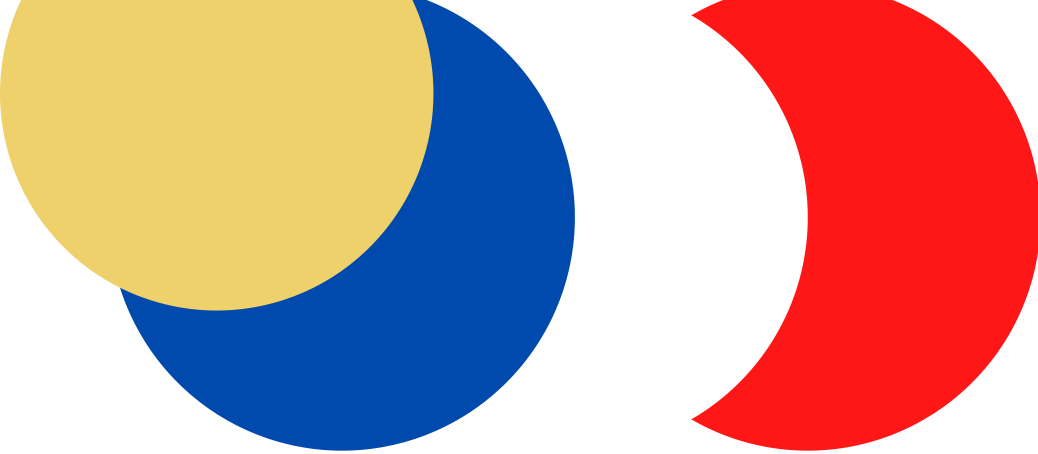
Dimanche, une messe acadienne sera célébrée à Palmer Road, à l'ouest de l'Île. Le public pourra ensuite rejoindre Tignish pour une après-midi familiale au parc, ou Summerside, où il y aura des activités et des jeux au parc Spinnakers Landing, ainsi qu'un concert, avec notamment Fayo.

La région Évangéline conclura la fin de semaine avec la cérémonie protocolaire officielle, un repas et un concert de Vishtèn dimanche entre 17h et 19h. Certaines régions ont également conviés des artistes autochtones à se joindre à eux, dont le groupe Mi'kmaq Heritage Actors qui sera présent à plusieurs endroits vendredi, samedi et dimanche.

Crédits: Radio-Canada, Le Réveil - Nouvelle-Écosse et T.-N.-L, 11/08/21



**FÊTE NATIONALE DE
L'ACADIE**



« Les années précédentes, les activités étaient concentrées sur la journée même du 15 août et l'on se retrouvait parfois avec des conflits d'horaire. La communauté devait choisir où se rendre », explique la directrice de la SAF Île, Isabelle Dasyva-Gill.

L'organisme a participé à la coordination entre les six centres scolaires-communautaires pour réussir à créer une programmation répartie sur trois jours.

Le concept du « franco tour » de l'Île permet, selon la responsable, « de vivre diverses expériences, en s'imprégnant des particularités régionales ».

Même si certaines personnes préféreront se concentrer sur leur région, cet étalement des activités sur plusieurs jours répond, affirme Isabelle Dasyva-Gill, répond à un besoin. « Comme ça, les membres de la communauté ont le choix », complète-t-elle.

« On est une seule province, mais il y a plusieurs façons de vivre son français, de vivre sa culture acadienne. »

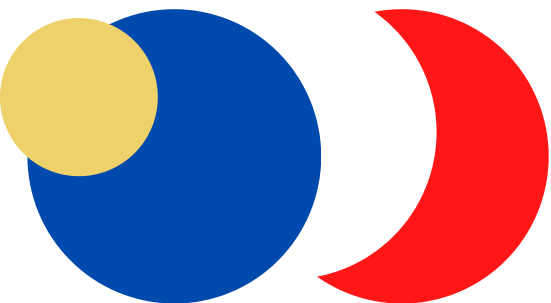
— Isabelle Dasyva-Gill, directrice de la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard

La programmation offre également différentes options en matière de durées, de six heures au total à Rollo-Bay samedi, à deux heures dimanche soir à Évangéline.

Isabelle Dasyva-Gill pense que le « franco tour » sera reconduit les prochaines années, si la communauté se dit satisfaite du concept.

Avec les informations de Laurent Rigaux.

Crédits: Radio-Canada, Le Réveil - Nouvelle-Écosse et T.-N.-L, 11/08/21



**FÊTE NATIONALE DE
L'ACADIE**

Célébration provinciale de la Fête nationale de l'Acadie : La région Évangéline est la région hôte!

La célébration provinciale de la Fête nationale de l'Acadie sera célébrée cette année dans la région Évangéline. Le tout aura lieu dans l'Étable sur le terrain de l'Exposition agricole et le Festival acadien de la région Évangéline le dimanche 15 août prochain à compter de 17 h.

Le tout commencera avec une cérémonie protocolaire avec des discours de dignitaires. Par la suite, nous allons célébrer ça en grand avec une variété de prestations musicales. Le spectacle mettra en vedette Mi'kmaq Heritage Actors, un duo de musique cubaine mettant en vedette Jorge Peña Acosta et Mark Carr-Rollitt, une troupe de jeunes musiciens de la région Évangéline mettant en vedette Mia Bernard, Dawson Arsenault, Gilbert Arsenault, Andraya Gallant, Jaden McInnis et Britney Arsenault et la célébration se terminera avec une prestation par nul autre que le groupe Vishtèn de la région Évangéline.



Le spectacle de la célébration provinciale de la Fête nationale de l'Acadie à Abram-Village mettra en vedette le groupe Vishtèn, le groupe Mi'kmaq Heritage Actors et une troupe de jeunes musiciens de la région Évangéline. (Photos : Gracieuseté)



Lors de la fête, les amateurs de chèvres pourrons apprécier les «Beach Goats». (Photo : Gracieuseté)

Pendant le déroulement de l'activité, il y aura des jeux pour enfants, les amateurs de chèvres pourront apprivoiser les «Beach Goats», l'Exposition agricole et le Festival acadien de la région Évangéline dévoilera le récipiendaire du prix jeune acadien de l'année et la lieutenant-gouverneure

naîtra des organismes communautaires qui se sont distingués depuis le début de la pandémie.

Crédits: La Voix acadienne
11/08/21



FÊTE NATIONALE DE
L'ACADIE

Apportez votre appétit, car un souper gratuit vous attend! Toutes les personnes présentes auront l'opportunité de déguster de la bouffe traditionnelle acadienne, en et de goûter à des mets traditionnels Mi'kmaq et internationaux.

«Nous sommes ravis de pouvoir organiser une célébration du 15 août cette année avec nos nombreux partenaires locaux et provinciaux», indique Nick Arsenault, directeur général du Conseil scolaire-communautaire Évangéline. «C'est un évènement phare pour notre communauté afin de célébrer l'Acadie!»

Les partenaires clés sont : la Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É., la Coopérative d'intégration francophone de l'Î.-P.-É. par le biais de son initiative «Bienvenue Évangéline», l'Exposition agricole et le Festival acadien de la région Évangéline, le Village musical acadien, ainsi que les bailleurs de fonds principaux, Patrimoine canadien et le Gouvernement de l'Î.-P.-É.

Il y a seulement 200 billets de disponibles et les intéressés doivent réserver leurs billets. La date limite pour réserver ses billets est le vendredi 13 août à midi. Pour faire votre réservation, composez le 902-854-2166, poste 2 ou envoyez un courriel au : reception@cscevangeline.ca. ★



Bonne fête nationale de l'Acadie

SAF Île
SOCIÉTÉ ACADIENNE ET FRANCOPHONE
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Summerside, Charlottetown, Rustico, Rollo Bay, Tignish, Évangéline

Profitez d'une programmation variée à travers l'Île du 13 au 15 août.
Pour plus de détails sur les étapes de célébration
www.ssta.org ou auprès des comités régionaux.



« Lennox Island, c'est proche de chez nous », rappelle le directeur de Conseil scolaire-communautaire Évangéline, Nick Arsenault. Des membres de la Première Nation sont invités dimanche 15 août en soirée, à l'occasion de la cérémonie protocolaire qui conclura les festivités de la fête de l'Acadie dans la province.
PHOTO : Moira Donovan/CBC



Le réveil / Nouvelle-Écosse et T.-N.-L.

Publié le 9 août 2021

Les six centres scolaires-communautaires de l'Île-du-Prince-Édouard se sont coordonnés cette année à l'occasion de la fête nationale de l'Acadie, pour proposer une programmation échelonnée. Les événements prévus toute la fin de la semaine font la part belle aux invités issus de la communauté mi'kmaw.

Le « franco tour » imaginé pour la fête nationale de l'Acadie s'échelonnait entre vendredi 13 août à midi et dimanche 15 août en fin de journée, avec des levées de drapeaux, des tintamarres, des repas, des activités pour les jeunes, une soirée protocolaire à Évangéline et toute une série de concerts.


Le groupe Vishten offrira deux performances, samedi soir au Comité acadien et francophone de l'Est à Rollo-Bay, et dimanche soir à Évangéline. Le chanteur Fayó sera aussi présent à Rollo-Bay, ainsi qu'à Summerside dimanche en journée. Le groupe Lovely Nelly composé entre autres de la chanteuse Claudie Mackula se produira à Rustico dimanche après-midi.

Les différents centres scolaires-communautaires ont aussi voulu, pour la plupart, mettre en avant des artistes autochtones. À Rustico, l'autrice Julie Pelissier-Lush est annoncée dimanche en début d'après-midi pour conter des histoires aux participants.



Crédits: Le Réveil Nouvelle-Écosse, le 9/08/21

**FÊTE NATIONALE DE
L'ACADIE**

A decorative graphic in the top left corner consists of overlapping semi-circles in yellow, blue, and red, resembling the colors of the Acadian flag.

La directrice du Conseil acadien de Rustico, Andréa Deveau, rappelle que la communauté de Lennox Island est associée à l'école et au centre communautaire depuis plusieurs mois à travers un projet de réconciliation. « Je voulais continuer avec ce thème-là, et reconnaître la relation entre les Acadiens et le peuple de la Première Nation », complète-t-elle.

Le groupe Mi'kmaq Heritage Actors sera aussi présent durant ces célébrations, à Charlottetown vendredi soir, à Rollo-Bay le lendemain, et à Évangéline dimanche soir.

« Je pense que c'est quelque chose qu'on voulait faire depuis plusieurs années, mais peut-être qu'on ne savait pas comment faire le lien », explique Chérine Stevula, la directrice du Carrefour de l'Isle-Saint-Jean à Charlottetown. Selon elle, la barrière de la langue peut expliquer ce retard, les membres des Premières Nations de la province parlant peu, ou pas, le français.

Au centre communautaire de Charlottetown, le groupe autochtone contera des récits évoquant la relation entre les Acadiens et les Mi'kmaq.

« On a trouvé que c'était une bonne façon de faire ce lien, une bonne façon de commencer. »

— Chérine Stevula, directrice du Carrefour de l'Isle-Saint-Jean à Charlottetown

Le directeur du Conseil scolaire-communautaire Évangéline, Nick Arsenault, se dit quant à lui favorable à intégrer de manière permanente les Premières Nations dans la programmation. « Ça nous sensibilise également au niveau du peuple acadien. Lennox Island, c'est proche de chez nous », rappelle-t-il.

Avec les informations de Laurent Rigaux.

Crédits: Le Réveil Nouvelle-Écosse, le 9/08/21



ACADIE EN FÊTE

Franco-tour de l'île du 13 au 15 août 2021



à vos marques, prêts, partez

13-AOÛT
À SUMMERSIDE : 12H00
 LEVER DU DRAPEAU

À CHARLOTTETOWN : 17H00 À 22H00
 10H30: LEVER DE DRAPEAU ET TINTAMARRE (DÉPART DE PEAKES QUAY JUSQU'À LA MAIRIE)
 17H: ACTIVITÉS POUR LES ENFANTS/BARBECUE ET NOURRITURE ACADIENNE/CONTES AVEC MI'KMAQ HERITAGE ACTORS/ MUSIQUE AVEC SIRÈNE ET MATELOT

14-AOÛT
À RUSTICO: 11H00 À 14H00
 TINTAMARRE/LEVER DU DRAPEAU/NOURRITURE TRADITIONNELLE/MUSIQUE ET HISTOIRE AVEC JULIE PELLISIER-LUSH SUIVI PAR LOVELY NELLY

À ROLLO BAY : 15H00 À 21H00
 LEVER DE DRAPEAU/TINTAMARRE/EXPOSANTS D'ART/ PEINTURE ET MAQUILLAGE ENFANT/JEUX GONFLABLES/BARBECUE SOIRÉE CONCERTS / FAYO + VISHTÈN / REPAS ACADIEN

15-AOÛT
À TIGNISH: 11H00 À 15H00
 11H00 À 12H00: MESSE ACADIENNE BILINGUE-ÉGLISE CATHOLIQUE DE PALMER ROAD SUIVIE D'UNE CÉLÉBRATION FAMILIALE AU PARC BICENTENAIRE DE TIGNISH: MUSIQUE JEUX POUR ENFANTS

À SUMMERSIDE : 13H00 À 16H00
 MUSIQUE: JONATHAN ARSENAULT/FAYO ARTISANS/JONGLAGE/MAQUILLAGE/JEUX GÉANTS/JEUX D'ADRESSE

À ÉVANGÉLINE : 17H00 À 19H00
 « L'ÉTABLE » SUR LE TERRAIN DU FESTIVAL ACADIEN, À ABRAM-VILLAGE
 CÉRÉMONIE PROTOCOLAIRE OFFICIELLE ET LEVER DU DRAPEAU MI'KMAQ LEGENDS/ JEUNES MUSICIENS DE LA RÉGION ÉVANGÉLINE VISHTÈN /NOURRITURE ACADIENNE, MI'KMAQ ET INTERNATIONALE JEUX POUR ENFANTS /BEACH GOATS/PRÉSENTATION DU JEUNE ACADIEN DE L'ANNÉE














INFORMATION
www.ssta.org ou auprès de vos comités régionaux!

8. LA VOIX ACADIENNE - Le 4 août 2021

Crédits: La Voix acadienne
 04/08/21



**FÊTE NATIONALE DE
L'ACADIE**

L'Acadie en fête à l'Île du 13 au 15 août

La Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. les comités régionaux, ainsi que leurs partenaires sont heureux de vous annoncer la programmation des célébrations de la Fête nationale de l'Acadie à travers la province. Cette année, nous avons souhaité organiser un véritable francotour de l'Île pour partir à la rencontre des Acadiennes, Acadiens et francophones dans chacune des régions.

Les étapes de célébrations proposées sont riches et diversifiées, à l'image de la communauté, pour passer de beaux moments entre amis et en famille.

Le tour débute ainsi le vendredi 13 août à Summerside par le lever du drapeau à midi au Centre Belle Alliance. De 15 h à 22 h, le Carrefour de l'Isle-Saint-Jean à Charlottetown prend le relai en pro-

posant de nombreuses activités conviviales : activités maquillage pour les enfants, nourriture et un superbe concert en soirée de Lennie Gallant.

Le lendemain, samedi 14 août, c'est au tour de Rustico de célébrer l'Acadie de 11 h à 14 h : lever du drapeau, tintamarre, musique et mets traditionnels. Rollo Bay poursuit les festivités à partir de 15 h jusqu'à 18 h, rendez-vous au

Pavillon de l'Est pour le lever du drapeau, l'incontournable tintamarre avec des exposants d'arts, une animation musicale par Fayò, des jeux gonflables, ateliers de maquillage et un barbecue. La fête continue de 18 h à 22 h au théâtre du Pavillon avec une soirée concerts mettant en vedette Vishtèn et Fayò ainsi qu'un repas acadien offert.

Le dimanche 15 août, le Conseil Rév. S.-E. Perrey propose une messe de 11 h à 12 h à l'Église catholique de Palmer Road suivie d'une célébration familiale de 13 h à 15 h dans le parc bicentenaire de Tignish avec musique et jeux pour enfants. En parallèle, La Belle-Alliance vous propose un concert



avec Jonathan Arsenault et Fayò avec en prime des artisans et du jonglage jusqu'à 16 h.

Dernière étape à Abram-Village dans la région Évangéline, hôte de la cérémonie protocolaire officielle de la Fête nationale de l'Acadie 2021. La SAF Île et le Conseil scolaire-communautaire Évangéline vous accueilleront à 17 h dans l'étable sur le terrain de l'Ex-

position agricole et le Festival acadien de la région Évangéline. La cérémonie débutera avec des discours, le lever du drapeau et se poursuivra par un divertissement musical avec un léger repas servi sur place.

Du 13 au 15 août 2021, nous célébrerons l'Acadie à travers l'Île, une communauté accueillante, chaleureuse qui invite tout le monde à se joindre aux festivités. Vive l'Acadie et bonne fête nationale à toutes et à tous! ★



Le service partagé en ressources humaines arrive bientôt dans la communauté



Michelle Arsenault, directrice du service partagé en finances, pilote la mise sur pied d'un nouveau service partagé entre les organismes communautaires francophones de l'Île-du-Prince-Édouard, consacré aux ressources humaines. PHOTO : Radio-Canada / Laurent Rigaux

Des organismes communautaires francophones de l'île se préparent à lancer un service partagé en ressources humaines, sur le même modèle que le service partagé en finances, qui existe depuis plusieurs années.

À l'heure actuelle, les organismes communautaires disposent de peu de ressources à affecter aux ressources humaines, et ce sont généralement les directions qui s'occupent du sujet, selon Michelle Arsenault, directrice du service finances et chargée de la mise sur pied de celui en ressources humaines (RH).

Elle explique que ce service ne remplacera pas le travail de recrutement effectué par chaque organisme : « L'objectif est d'appuyer les directions. Ce n'est pas le service RH qui deviendra le recruteur, c'est plutôt un service d'appui, au niveau de la recherche, de la planification, de la création d'outils. »

« Il s'agit aussi d'évoluer en ressources humaines. On voit qu'il y a des besoins, que ce soit de créer de nouvelles politiques de travail, que ce soit l'interprétation des politiques existantes », détaille Michelle Arsenault, donnant l'exemple du télétravail.

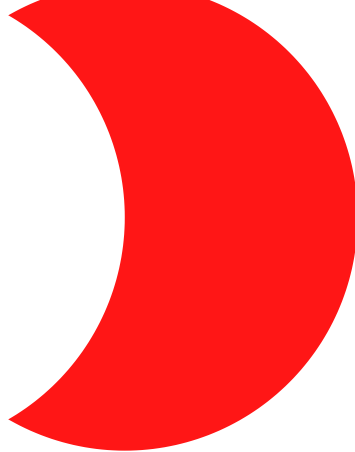
« Il s'agit aussi d'amener les organismes à mieux gérer les RH, mieux gérer les employés, voir quels sont les besoins, que ce soit les prestations, les assurances collectives, les plans REER, les échelles salariales, toutes sortes de choses », poursuit-elle.

Un ou une gestionnaire est actuellement recherché, une offre d'emploi a été mise en ligne, avec une date limite pour postuler au 31 juillet.

C'est la SAF Île qui sera mandataire du service partagé en ressources humaines, mais il y aura une relation très proche avec le service finances, au bénéfice des organismes qui adhèrent aux deux initiatives.



**SERVICE PARTAGÉ EN
RESSOURCES HUMAINES**



Une douzaine d'entre eux seraient pour l'heure intéressés pour rejoindre le projet pour un premier terme de trois années, à l'issue desquelles les aides financières des gouvernements fédéral et provincial s'effaceront et le service devra s'autofinancer.

La SAF'Île se fixe comme objectif de lancer le service partagé en ressources humaines le 1er septembre. Pour permettre un démarrage dans les meilleures conditions, l'organisme a signé une entente de partage avec la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse qui a mis en place un service identique l'année passée, afin d'échanger sur les outils développés, les meilleures pratiques, etc.

Avec les informations de Laurent Rigaux.

Crédits : Radio-Canada,
Le Réveil / Île-du-Prince-
Édouard, 20/07/21



**SERVICE PARTAGÉ EN
RESSOURCES HUMAINES**

La vitalité de la langue française à l'Île a ses défenseurs et ses promoteurs

Le 2 juillet, le réseau de presse SaltWire a publié dans son édition en ligne une lettre sous la rubrique «Guest Opinion» ou «Opinion invitée». Le 3 juillet, l'opinion a de nouveau été publiée, cette fois dans la version papier du quotidien anglophone provincial, The Guardian.

JACINTHE LAFOREST
Les propos mal informés et dénigrants à l'endroit de la collectivité francophone ont suscité de nombreuses réactions de la part de divers organismes porte-paroles provinciaux, régionaux et sectoriels, et de nombreux commentaires d'individus, surtout par l'entremise de Facebook.

Outre la nécessité de corriger les informations transmises dans la lettre, les porte-paroles se sont aussi interrogés sur la responsabilité d'un média par rapport aux opinions qu'il publie.

Dans son «Droit de réponse», publié en français et en anglais le matin du 6 juillet, la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard n'a pas hésité à s'interroger sur l'éthique de l'équipe éditoriale du média en question qui, en misant sur le «caractère sensationnaliste» des propos pour susciter des réactions, a agi de manière «irresponsable».

«À l'ère des réseaux sociaux et de la toute puissante communication, chacun a voix au chapitre et peut se présenter comme un référent sur un sujet donné ou un spécialiste. Chacun est libre par la suite d'adhérer, de consulter des avis et sources complémentaires pour se forger sa propre opinion. En revanche, le journalisme est une profession. L'équipe éditoriale a une responsabilité et un devoir

«Il y a beaucoup de faits qui sont non fondés et confus dans son article. C'est donc regrettable qu'il se permette de faire un jugement tellement faux et de traîner une école qui fleurit et qui fait un regain de sa langue et sa culture dans la communauté de Kings Est. Il n'a rien compris lors de son séjour à l'île. C'est lui qui est perdant dans tout ceci.»

Darlene Arseneault

d'éthique vis-à-vis de la société et de ses lecteurs. L'opinion de Claude Forest à l'égard de la culture francophone de l'Île-du-Prince-Édouard, qui selon lui, n'a pas de futur, a été ainsi publiée par The Guardian dans l'édition du 3 juillet sans aucun contexte, sans aucune donnée probante ou explication justifiant la publication de cette opinion. La publication comme telle de cet article nous amène à nous interroger sur l'intention du journal et le message qu'il veut faire passer», dit la SAF Île dans son droit de réponse.

Opinion invitée?

En anglais, l'utilisation de l'expression «Guest Opinion» laisse supposer que le commentateur a été invité, qu'on a sollicité son opinion sur un sujet quelconque, en d'autres mots, que ce serait une commande.

Ce que nie catégoriquement Bradley Works, éditeur gérant à SaltWire. Dans sa réponse à une question directe de La Voix acadienne, il a répondu le 7 juillet que son média n'avait aucunement sollicité

cette opinion et que son auteur n'avait certainement pas été payé par le média.

Plus avant, il a écrit : «Comme vous savez, la section des opinions dans un journal est là pour encourager le dialogue et la réflexion sur des dossiers de l'heure. Nous traitons tous les groupes de la même manière. Nous agissons comme un intermédiaire neutre et impartial pour permettre à des gens de participer à un exercice démocratique».

«J'encourage quiconque ayant une opinion sur ce sujet à en faire part dans notre section dédiée aux opinions. Nous croyons que ces conversations mènent, ultimement à créer des communautés meilleures. Nous accorderons la même considération à toutes les opinions, même celles qui contredisent M. Forest».

Et Bradley Works a aussi ajouté que les opinions exprimées par l'auteur d'une lettre «ne reflètent pas nécessairement» le point de vue et les politiques officielles de SaltWire.

Bradley Works de SaltWire précise que n'importe qui peut envoyer une lettre sous la rubrique Opinion du lecteur, peu importe ses connaissances du sujet dont il parle. Lorsque l'auteur possède des connaissances et de l'expérience en lien avec son sujet, cela devient une «Opinion invitée».

M. Forest, dit Bradley Works, parle français, il est éducateur et il a vécu et travaillé dans

«En tant qu'enseignant à La-Belle-Cloche depuis dix ans, j'invite quiconque serait tenté d'accorder la moindre crédibilité à ce soi-disant témoignage à venir visiter l'école. Pour cela, je tiens à préciser qu'il faut passer Fortune Bridge et se rendre à Rollo Bay, là où l'école a pignon sur rue depuis avril 2018.»

Rolland Dionne

ce domaine à l'Île-du-Prince-Édouard.

Dans sa lettre, Claude Forest soutient que le français à l'Île est maintenu en vie de manière artificielle, par des subventions, que les fonctionnaires bilingues ont des primes même s'ils n'utilisent jamais leur français. Il suggère que les parents choisissent d'envoyer leurs enfants à l'école française (ou l'immersion, ce n'est pas clair) pour qu'ils aient de meilleurs emplois plus tard dans leur vie.

Cette affirmation en particulier a fait réagir La Commission scolaire de langue française (CSLF).

La CSLF et la SAF Île réfutent

Pour la CSLF, il est clair que «L'auteur ne comprend pas que pour beaucoup de nos parents, ce n'est pas seulement l'attrait au bilinguisme pour obtenir un emploi qui les motive à inscrire leurs enfants dans nos écoles. C'est aussi l'espoir que leurs enfants et petits-enfants puissent un jour vivre dans la langue de leurs ancêtres».

La CSLF dit aussi que pour le personnel qui travaille dans ses écoles, c'est souvent bien plus qu'un emploi qu'ils viennent chercher. «Ils sont habitués par ce même désir de bâtir nos belles communautés acadiennes/francophones. [...] Nous vérifions les compétences à l'écrit de tous nos enseignants et de presque tous nos employés. Et non, il n'y a pas un standard quant aux accents de tout un chacun. Ceci fait référence à de vieilles valeurs dépassées qui hiérarchisent la langue française. Nos écoles sont inclusives

et ouvertes comme la société dans laquelle elles se trouvent. Notre personnel fait beaucoup plus que parler français. Il fait vibrer toutes les cultures francophones par l'entremise des programmes, services et activités parascolaires stimulants», dit la CSLF, en réponse aux propos de Claude Forest.

Rejoint par La Voix acadienne via sa page Facebook, Claude Forest a décliné une invitation à expliquer son point de vue disant que : «Je n'ai pas l'intention d'aller plus loin dans mes commentaires... Bonne journée!».

La SAF Île réfute quant à elle la conclusion sans équivoque de l'auteur de l'article qui affirme que tout est fait en anglais à l'Île : «Nous souhaitons clamer haut et fort que la culture francophone est bel et bien vivante à l'Île ou ailleurs comme le prouve notamment l'existence des médias, des écoles, des centres de la petite enfance, des bibliothèques, des organismes communautaires, des postes gouvernementaux bilingues».

La SAF Île souhaite encourager tous les citoyens à s'interroger sur la société qu'ils veulent bâtir et transmettre aux générations futures. Notre communauté est riche, ouverte, inclusive et elle est bien vivante. Évidemment, elle fait face à de nombreux défis comme toute communauté en situation minoritaire, mais elle s'organise et avance. «La communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard nourrit un profond espoir, car elle croit dans les valeurs du Canada», conclut la SAF Île. ★

«J'ai suggéré à plusieurs organismes francophones de préparer une réponse conjointe. Il s'agit d'une attaque contre tous les aspects de la culture française à l'Île-du-Prince-Édouard. Malheureusement, cela donnera une raison supplémentaire à ceux de l'île qui ne sont pas fans de la francophonie.»

Guy Labonté



Bourses de la Fondation SSTA

Voici les récipiendaires des bourses de la Fondation SSTA ainsi que la nouvelle bourse d'études post-secondaires en français :

- Mélodie Jordan : Bourse d'études post-secondaires en français et Bourse J.-Henri-Blanchard
- Renée Gardiner : Bourse d'études post-secondaires en français et Bourse Monseigneur-Jean-Chiasson
- Emily Wall : Bourse d'études post-secondaires en français ★

Crédits: La Voix acadienne
14/07/21



**RÉCIPIENDAIRES
BOURSES SSTA**

Le développement du service partagé en ressources humaines se poursuit à l'Île

Mandataire du futur service partagé en ressources humaines, la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF Île) et les organismes communautaires adhérents ont reçu le rapport du consultant en ressources humaines, Jean-Paul Arsenault, et envisagent déjà les étapes suivantes, entre autres l'embauche d'un spécialiste en RH.

Le comité directeur, avec l'aide du consultant Jean-Paul Arsenault, a pu collaborer avec les organismes partenaires pour établir leurs besoins et faire son compte-rendu auprès de ceux-ci lors d'une session d'information à Évangéline qui s'est tenue le 13 mai dernier.

En parallèle, la SAF Île a signé une entente de partage avec la FANE – Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse afin d'échanger sur les outils développés, les meilleures

pratiques, et pour bien saisir les problématiques des organismes communautaires en matière de ressources humaines.

La SAF Île et la FANE collaborent déjà dans le cadre du Service partagé en Finances – et ainsi, dans un esprit de solidarité communautaire, les deux organismes continuent de mettre en application le proverbe acadien «l'union fait la force».

L'aspect humain et la collaboration sont au cœur de ce projet et c'est ainsi que la mise



Rencontre entre Giselle Bernard (Développement rural), Déborah Doucette (APÉCA) dont l'appui initial a permis le démarrage du projet et Michelle Arsenault (ServiceFinances Î.-P.-É.) avec Isabelle Dasylyva-Gill (SAF Île).

à jour a été faite lors du Réseau des Développeurs (RDD) le 29 juin dernier qui réunit

les présidences et directions des organismes acadiens et francophones de l'Î.-P.-É.

La prochaine étape pour lancer le service partagé en ressources humaines est le recrutement d'un spécialiste RH. À cet effet, une offre de poste a été diffusée. Le ou la gestionnaire sera responsable entre autres de planifier, élaborer, appliquer et évaluer les stratégies de ressources humaines : politiques, programmes de formation, procédures, rémunération, régimes d'avantages sociaux, etc. Le détail de l'offre de poste publiée est disponible et consultable ici.

Face au succès du service partagé en finances, la SAF Île et tous les organismes adhé-

rents sont persuadés que cette nouvelle étape marquera la communauté et lui permettra d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés.

Afin de sécuriser le financement additionnel nécessaire pour poursuivre cette initiative structurante sur les prochaines années, la SAF Île a rencontré les bailleurs de fonds (gouvernement provincial et fédéral) représentés par Giselle Bernard (Développement rural) et Déborah Doucette (APÉCA). Une rencontre qui montre l'intérêt pour notre communauté de se structurer et d'optimiser ses compétences et son savoir-faire.

Source : SAF Île



Rencontre du Réseau des Développeurs du 29 juin dernier. (Photos : Gracieuseté) ★

Crédits: La Voix acadienne
14/07/21



**SERVICE PARTAGÉ EN
RESSOURCES HUMAINES**

OFFRE D'EMPLOI



La Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF'Île) est à la recherche d'une personne dynamique, efficace et fiable pour mettre sur pied et gérer un centre de partage des coûts offrant un ensemble de services en gestion des ressources humaines au secteur communautaire acadien et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (ServiceRH).

Titre du poste : Gestionnaire - ServiceRH

Lieu de travail : Centre Belle-Alliance, Summerside, ÎPÉ

Entrée en fonction : Dans les meilleurs délais

Responsabilités principales :

Sous la supervision de la direction générale de SAF'Île, mandataire du ServiceRH, et en étroite collaboration avec la directrice de ServiceFinances, le ou la gestionnaire sera responsable de la gestion des services énumérés dans la Convention signée par les partenaires du ServiceRH. Les tâches effectuées se résument, mais ne se limitent pas, à :

- Planifier, élaborer, appliquer et évaluer les stratégies en matière de ressources humaines, y compris les politiques, les programmes et les procédures afin de satisfaire les besoins des organismes partenaires en ce qui a trait à la gestion des ressources humaines;
- Fournir des renseignements et des conseils auprès des conseils d'administration, des directions générales et des employés portant sur l'interprétation des politiques relatives aux ressources humaines, à la rémunération, et aux régimes d'avantages sociaux;
- Maintenir et mettre à jour les outils de gestion des ressources humaines et les partager avec les organismes membres;
- Identifier et organiser les sessions de développement professionnel et de formation continue pour les organismes membres;
- Effectuer des recherches et mettre à jour de façon continue les données pertinentes aux salaires, aux bénéfices et avantages sociaux, aux lois et règlements fédéraux et provinciaux qui touchent la gestion des ressources humaines, et recommander les changements nécessaires aux politiques existantes;

- Participer à une rencontre annuelle d'échange de meilleures pratiques ou une session d'information avec chaque organisme partenaire;
- Accompagner le conseil d'administration de l'organisme partenaire pour l'embauche de sa direction générale;
- Accompagner le conseil d'administration de l'organisme partenaire pour l'évaluation annuelle de la direction générale, sur demande;
- Fournir des services de rappels, par exemple, évaluations de rendement annuelles ou révision des politiques internes;
- Diffuser les informations telles que les offres d'emploi émis par les organismes partenaires par l'entremise d'un outil commun de publicité;
- Créer et maintenir une banque des CV reçus et les distribuer sur demande aux organismes membres;
- Analyser de façon régulière le niveau de satisfaction de la clientèle actuelle du service partagé en gestion des ressources humaines; et
- Identifier et poursuivre toute opportunité d'augmenter la clientèle du service partagé en gestion des ressources humaines.

Éducation, expérience et qualifications :

- Diplôme d'études universitaires dans un domaine relié à la gestion des ressources humaines;
- Expérience comme spécialiste en gestion des ressources humaines;
- Capacité de communication orale et écrite en français et en anglais;
- Maîtrise de l'informatique, connaissance des outils de gestion des ressources humaines, et connaissance des méthodes contemporaines de formation;
- Qualités personnelles nécessaires pour entretenir de bonnes relations avec les membres de l'équipe de ServiceFinances ÎPÉ et de la SAF'Île ainsi que les conseils d'administration, les directions générales, et les employés des organismes partenaires;
- Détention de la désignation professionnelle de Conseiller en ressources humaines agréé (CRHA) serait un atout; et
- Connaissance de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard et des organismes qui la desservent serait un atout.

Crédits: La Voix acadienne
30/06/21



**SERVICE PARTAGÉ EN
RESSOURCES HUMAINES**

Horaire de travail :

Horaire de travail variable sur une base de 37.5 heures par semaine.

Salaire :

- Entre 55 000 \$ et 65 000 \$ par année selon l'éducation, l'expérience et les qualifications.

Comment postuler :

Les candidats intéressés et les candidates intéressées devront faire parvenir leur dossier de candidature en français par courriel à michelle.arsenault@ssta.org **avant 23h59 le 11 juillet 2021**. L'objet du courriel devra indiquer clairement « Offre d'emploi – Gestionnaire, ServiceRH ». Le dossier de candidature devra comprendre : - Une lettre de motivation en français - Un curriculum vitae en français - Le nom et les informations contacts (courriel et téléphone) d'au moins 3 références professionnelles. Seules les candidatures reçues en français seront considérées. Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s en entrevue seront contacté(e)s. Pour toute question concernant le processus de candidature, veuillez contacter Michelle Arsenault par courriel à michelle.arsenault@ssta.org.

Le 30 juin 2021 - LA VOIX ACADIENNE • 17



Quelques temps forts de l'année COVID et regard vers le futur

En ces temps de pandémie, la grande leçon qui a été apprise est que l'union fait vraiment la force. En collaboration avec les autres centres scolaires et communautaires et la SAF Île, le CaR a trouvé une façon de rejoindre et de rassembler la communauté avec le concept «Un jour, un Centre, une Activité». Chaque centre scolaire et communautaire présentait son activité rassembleuse. Le Conseil acadien de Rustico a présenté «À chaque semaine sa recette» dans une série virtuelle.

D'autres événements qui ont marqué l'année sont «L'Acadie de l'Île : 300 ans d'histoire à découvrir» en primeur à Rustico pour les célébrations du 15 août dans le cadre du festival «Drive-in». Aussi dans le cadre de l'Acadie 300 et de la Fête nationale des Acadiens et la reconnaissance du Rendez-vous Rustico, il y a eu un premier spectacle en plein air sur le plateau du Sentier de nos racines avec Sirène et Matelot.

Dans la dernière année il y a eu un début du projet de Réconciliation – quand deux peuples minoritaires se ren-

contrent pour échanger et collaborer. Ce projet se continue.

En plus des sessions «Voir Grand» qui ont été offertes virtuellement cette année par la Fédération des parents de l'ÎPÉ, le Conseil acadien de Rustico a réussi à avoir une belle activité «Voir Grand – Halloween» sur le «Sentier de nos racines». Une journée d'activités en plein air avec les élèves et leurs parents pour célébrer l'Halloween tout en apprenant le français et en s'amusant.

Il y a eu aussi plusieurs autres activités pour souligner les fêtes de la Chandeleur, de Noël, des Rendez-vous de la francophonie, etc. Le projet de jardins scolaire-communautaire continue d'apporter des bienfaits pour la communauté.

Pour l'année en cours, le conseil d'administration sera composé de Carl Peterson (représentant scolaire); Maggie McConnell (représentant le comité des parents); Gabriel Mercier (secrétaire-trésorier); Simone Pineau (vice-présidente); Jeannette Doiron Gallant, Michael Bergeron, Megan Gallant, Donald DesRoches (président) et Natasha Soliman.

Le Conseil acadien de Rustico a terminé l'année avec un léger surplus de 2 026 \$. ★

The logo for SAF Île features the letters 'SAF' in a bold, blue, sans-serif font. To the right of 'SAF' is a yellow star above the word 'Île' in a blue, serif font. A stylized red and blue wave graphic is positioned below the text.

Le 23 juin 2021 - LA VOIX ACADIENNE • 7

Crédits: La Voix acadienne
23/06/21



Une belle année pour le CSCÉ

Malgré la pandémie, le Conseil scolaire-communautaire Évangéline (CSCÉ) a mené plusieurs projets de front, toujours en tenant compte des limites imposées par la santé publique. Parmi les nouveautés, un service de livraison de repas chaud.

JACINTHE LAFOREST

Le nouveau service de livraison de repas chaud pourrait prendre la route d'ici quelques semaines. L'intérêt manifesté par les clients et les bénévoles lors de la phase initiale du projet a été tel que deux coordonnatrices à temps partiel ont été embauchées pour lancer un projet pilote de deux jours par semaine, à compter de juillet.

Ce projet a démarré en réponse à un besoin exprimé par des membres de la communauté. En automne 2020, le Conseil scolaire-communautaire Évangéline a été approché pour participer à la mise sur pied d'un programme de repas livrés à domicile. Quelques mois plus tard, on est à la phase pilote.

C'est une réalité dans les organismes communautaires que

les activités d'une année se prolongent dans l'année suivante. C'est le cas de presque tous les projets du CSCÉ comme le jardin scolaire-communautaire. S'appuyant sur la graine semée en 2017 par la Société acadienne et francophone de l'Île (alors SSTA) visant la création de jardins commémorant le 150^e anniversaire du pays, l'idée d'un jardin scolaire et communautaire a pris du temps à germer, mais depuis l'an dernier, les racines se renforcent. En été 2020, pour conscientiser les jeunes à l'importance de la nourriture, de l'entrepreneuriat et du leadership, le CSCÉ a décidé de collaborer avec les jeunes pour construire une petite serre et planter un jardin derrière l'édifice scolaire et communautaire. À nouveau ce printemps, des graines ont été plantées par les élèves, dans le cadre de cet effort continu.



Nick Arsenault, directeur général du Conseil scolaire-communautaire Évangéline, Paul D. Gallant, président de la réunion et Debbie Rousselle-Montgomery présidente de l'organisme. (Photo : J.L.)

La présidente du Conseil scolaire-communautaire Évangéline, Debbie Rousselle-Montgomery, a fait un retour sur la dernière année avec une pointe de prose. «À notre AGA 2020, nous pouvions encore ressentir un certain souffle culturel et une fierté acadienne palpable par les énergies consacrées au Congrès mondial acadien 2019. De-

puis mars 2020, nous avons été obligés de cesser beaucoup de nos expressions de fierté communes comme l'Exposition agricole et le Festival acadien, les spectacles communautaires, les soupers théâtre, les activités récréatives, les visites chez nos voisins et tellement d'autres choses. Cependant au sein de notre culture battent des cœurs acadiens fiers

et forts qui ont trouvé différentes manières de porter une "vie communautaire" au cours de la dernière année».

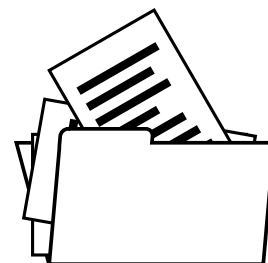
La présidente a remercié les membres du conseil, les bénévoles et les employés qui ont fait en sorte que la fierté acadienne reste bien présente. Des cours aux artistes, des ateliers, des spectacles en ligne, ne sont que quelques-unes des activités de la dernière année.

De très nombreux partenariats ont continué de progresser au profit de toutes les tranches d'âge des citoyens de la région Évangéline, de la petite enfance aux aînés.

Le CSCÉ a terminé l'année 2020-2021 avec un surplus de 6729 \$, sur un total de revenus de 214445 \$.

Pour la prochaine année, le conseil d'administration sera composé de Rémi Arsenault, Isabelle Bernard, Yvonne Gallant, Éric Morency, Debbie Rousselle-Montgomery, Lyianne Bernard, Dawson Arsenault, Josée Ouellette et Diane Richard. ★

Crédits: La Voix acadienne
23/06/21



CSC ÉVANGÉLINE

La formule, du financement accordé à l'École Évangéline, suscite des questions

En août 2019, en plein Congrès mondial acadien, le premier ministre Dennis King de l'Île-du-Prince-Édouard a annoncé que son gouvernement financerait les travaux sur l'École Évangéline. Au cours des mois qui ont suivi cette annonce, le gouvernement provincial a mis sur la table la somme de 16,6 millions de dollars. Alors que le comité de construction nommé par la province s'est déjà réuni à quelques reprises, les dirigeants du projet n'ont encore aucune confirmation concernant la partie du fédéral pour les espaces communautaires et les espaces partagés.

JACINTHE LAFOREST

«Nous, ce qu'on nous a dit, c'est que nous avons les 16,6 \$ millions de la province et que la partie du fédéral viendrait s'ajouter à ce montant», dit Nick Arsenault, avec autant d'assurance que possible, en l'absence d'ententes formelles de financement avec le fédéral.

C'est une question d'Alcide Bernard qui a déclenché ce doute affreux. «J'ai entendu des rumeurs que la province utiliserait la partie du fédéral pour se rendre aux 16,6 \$ mil-

lions. Êtes-vous certains que l'argent du fédéral va s'ajouter aux 16,6 millions de \$?»

Nick Arsenault a confirmé que ses pourparlers avec Sonny Gallant, député local, mais surtout, avec Bobby Morrissey, député d'Egmont à Ottawa, lui laissent penser que le montant du fédéral, qu'on espère dans les 6 ou 7 millions de dollars, s'ajouterait aux 16,6 millions de dollars.

Edgar Arsenault, président de la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard, a lui aussi conseillé aux dirigeants du projet d'être prudents. «Dans le passé,

pour d'autres projets, la province est allée chercher un montant du fédéral pour, dans les faits, réduire sa contribution», a-t-il insisté.

Par contre, pour les travaux d'agrandissement sur le Centre Belle-Alliance à Summerside, c'est la ministre fédérale Mélanie Joly elle-même qui a annoncé à Summerside en juin 2019 un financement de 3 millions de dollars sur trois ans pour les agrandissements qui sont actuellement en cour d'exécution au CBA, alors que la province avait pour sa part réservé 7,7 millions de dollars pour les travaux sur l'École-sur-Mer.

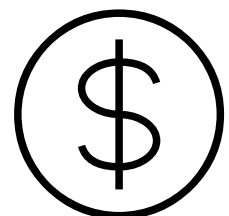
Du côté du ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage continu, le conseiller principal Gilles Arsenault a assuré dans un courriel à La Voix acadienne que la contribution du fédéral serait bel et bien ajoutée à la somme de 16,6 millions de dollars.

De son côté, la responsable des relations avec les médias



au ministère stipule, elle aussi par courriel, que la province a commis 16,6 \$ millions dans son budget d'immobilisation pour l'École Évangéline. «Nous travaillons avec le fédéral pour déterminer le financement qui pourrait être accordé pour les espaces

communautaires à l'intérieur de l'école (to determine what funding may be available for upgrades to the community space within the school). Mais nous n'avons à ce jour reçu aucune confirmation», a écrit April Gallant, agente principale des communications. ★



Dépôt du projet de loi visant l'égalité réelle du français et de l'anglais et le renforcement de la *Loi sur les langues officielles*

Les porte-parole francophones et acadiens du Canada sont encouragés

La ministre Mélanie Joly, ministre du Développement économique et des Langues officielles, appuyée par Jean-Yves Duclos, président du Conseil du Trésor, et David Lametti, ministre de la Justice et procureur général du Canada, a déposé le projet de loi visant l'égalité réelle du français et de l'anglais et le renforcement de la *Loi sur les langues officielles* le 15 juin au Communies, à quelques jours du début de la pause estivale des travaux parlementaires prévue le 23 juin.



Pour Stéphanie Chouinard, professeure de sciences politiques au Collège militaire royal du Canada et à l'Université Queen's, «le principe que la ministre veut insuffler à la nouvelle mouture de la *Loi sur les langues officielles*, c'est l'égalité réelle. Ce qu'on entend par égalité réelle, c'est qu'on veut donner aux deux langues des moyens potentiellement différents d'atteindre l'égalité, la même sécurité». (Francopresse)

JACINTHE LAFOREST

«Ça fait plus de six ans que les libéraux sont au pouvoir [...] et la ministre nous dépose ça à quelques jours de la fin de la session, sachant très bien, comme tout le monde, que le gouvernement libéral veut nous envoyer en élections à l'automne», clame Alain Rayes, député de Richmond – Arthabasca. C'est ce qui fait dire à ce député que le dépôt du projet de loi C-32 constitue une «opération de relations publiques».

En entrevue avec Francopresse, Mélanie Joly a soutenu que «l'opposition ne devrait pas être surprise qu'on dépose un projet de loi. On a dit dans le discours du Trône qu'on le ferait [...] nous, comme gouvernement, c'est sûr qu'on va vouloir passer ce projet de loi là, peu importe ce qui se passe. Ça va être notre priorité».

«Pour la FCFA et les communautés qu'elle représente, c'est un moment de grande fierté. Nous travaillons depuis maintenant quatre ans sur ce grand projet, et nous le faisons avec une conviction profonde : une Loi robuste, qui veille au respect de nos deux langues officielles et déploie tout le potentiel du français au même titre que l'anglais, c'est bon pour le Canada tout entier», souligne le président de la FCFA, Jean Johnson.

Pour le président de la SAF Île, Edgar Arsenault, cette étape marque un progrès incontestable dans la reconnaissance des droits linguistiques des communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire : «Ce projet de loi permettra non seulement de moderniser la loi sur les langues officielles, mais également de moderniser notre pays en le rendant plus juste, plus inclusif et plus riche. Je suis fier

Professeur au Département de sciences politiques de l'Université Simon Fraser, en Colombie-Britannique, Rémi Léger rappelle que le projet de loi conférerait de nouveaux pouvoirs au commissaire aux langues officielles : «Il pourrait désormais faire une ordonnance [devant la Cour] qui contraindrait une institution [fédérale] à se conformer ou à payer des réparations». (Francopresse)



que la Loi ne doit pas brimer le statut, le maintien, ni la valorisation des langues autochtones, tout en incluant les concepts importants de la réappropriation, de la revitalisation et du renforcement qui sont propres au contexte des langues autochtones;

- miser sur l'importance de permettre l'apprentissage de nos deux langues officielles tout au long du parcours scolaire, et ce, partout au pays;

- affirmer l'engagement du gouvernement du Canada, de reconnaître et de renforcer le continuum en éducation, depuis la petite enfance jusqu'aux études postsecondaires, dans la langue de la minorité.

Pour le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC), deux amendements à la *Loi sur les langues officielles* sont particulièrement attirants :

1. le gouvernement fédéral s'engage à renforcer les possibilités pour les minorités francophones et anglophones de faire des apprentissages de qualité dans leur propre langue tout au long de leur vie, notamment depuis la petite enfance jusqu'aux études postsecondaires. Cette dernière mesure vient confirmer l'importance du continuum en éducation pour la pérennité des communautés francophones canadiennes au sein de la *Loi*.
2. Le gouvernement fédéral s'engage également à fortement encourager les institutions fédérales à mettre en place des mesures positives pour appuyer l'éducation depuis la petite enfance jusqu'aux études postsecondaires.

Crédits: La Voix acadienne
23/06/21



«La question aux oppositions, c'est plus de savoir s'ils sont pour ou contre ce projet de loi?» ajoute-t-elle. La ministre Joly s'est par ailleurs engagée à représenter le même projet de loi advenant des élections et la réélection des libéraux.

La Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF Île), ainsi que la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) saluent cette avancée qui permettra au Canada de renforcer et valoriser sa dualité linguistique.

d'être Acadien, francophone, bilingue et Canadien».

Des modifications à la *Loi* sont proposées notamment pour :

- reconnaître que la langue française nécessite une approche particulière, y compris au Québec, afin de favoriser l'égalité réelle entre les deux langues officielles et de continuer à protéger les droits des minorités linguistiques;
- reconnaître la diversité des régimes linguistiques provinciaux et territoriaux;
- mentionner explicitement

• reconnaître que CBC/Radio-Canada est une institution phare qui, par ses activités, contribue à l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire au pays, ainsi qu'à la promotion et à la protection des deux langues officielles du Canada;

• modifier la *Loi* de sorte que l'obligation imposée aux tribunaux fédéraux de veiller à ce que les juges puissent comprendre directement la langue officielle choisie par les parties sans l'aide d'un interprète

s'applique également à la Cour suprême du Canada;

• reconnaître le devoir de promouvoir et de protéger l'utilisation du français en tant que langue de travail et de service dans les entreprises privées de compétence fédérale au Québec, ainsi que dans d'autres régions du pays à forte présence francophone;

• renforcer les pouvoirs du commissaire aux langues officielles pour assurer la conformité à la *Loi*, notamment en lui donnant la permission de publier ses recommandations, ses

conclusions et ses sommaires d'enquête. Un nouveau mandat lui serait aussi confié, celui de recevoir les plaintes concernant la langue de service et la langue de travail des employés des entreprises privées de compétence fédérale au Québec et dans les régions à forte concentration de francophones;

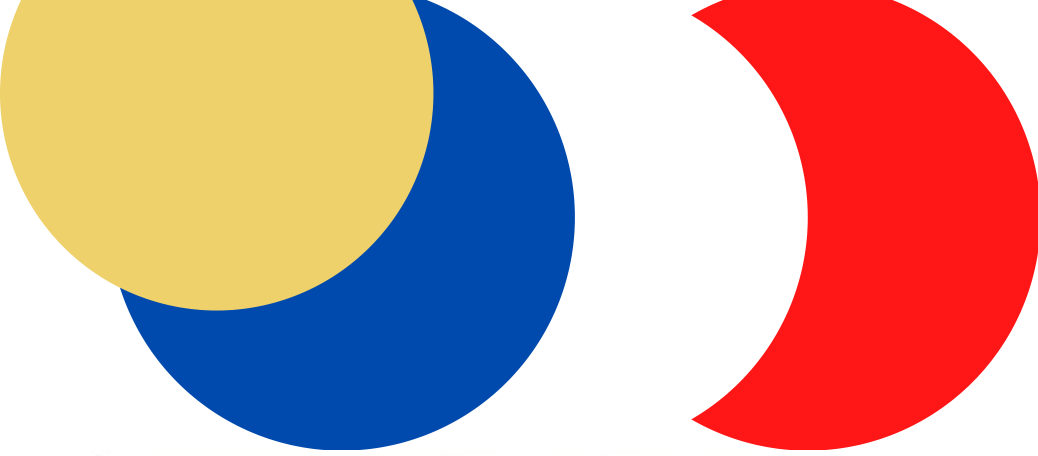
• conférer au Secrétariat du Conseil du trésor les pouvoirs nécessaires pour faire respecter pleinement les obligations des institutions fédérales en vertu de la *Loi*.

Les modifications proposées auront pour effet de contribuer à la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire en protégeant leurs institutions. Elles misent notamment sur la force de leurs institutions et l'importance de l'immigration francophone. ★



Concrètement, pour les jeunes, ce projet de *Loi sur les langues officielles* viendra solidifier les bases pour contribuer à une égalité réelle des langues officielles et, par conséquent, assurer l'avenir de la francophonie d'un bout à l'autre du pays. «Tous les partis à la Chambre de communes se sont dits favorables à la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*. Nous implorons donc tous les parlementaires à travailler ensemble pour adopter ce projet de *Loi sur les langues officielles* rapidement, dans un intérêt commun de renforcer les langues officielles au Canada», précise la présidente de la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF), Sue Duguay.



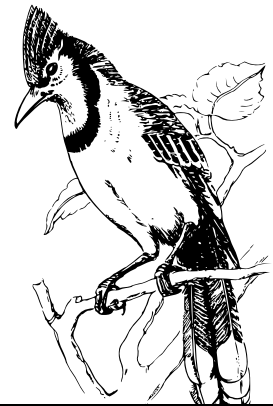


SAF[★]Île



Béatrice Caillié, représentante de la Société acadienne et francophone de l'ÎPÉ, et ancienne directrice générale de La Belle-Alliance.

Crédits: La Voix acadienne
16/06/21



AGA LA BELLE-ALLIANCE

Le communautaire souhaite aussi plus de collaboration avec le milieu scolaire

La Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF'Île) souhaite à une meilleure collaboration entre les milieux scolaires et communautaires. Plus de transparence, plus de communication, plus de clarté, bref, il faut selon la SAF'Île des relations plus formelles. Un avis partagé par les directions communautaires.

De l'avis des directions des centres scolaires-communautaires (CSC) de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.), les rapports entre les écoles et le secteur communautaire sont bons, au quotidien. Mais de petites choses agacent aussi.

Comme à Tignish, où la directrice du Conseil Rév. S.E. Perrey, Monique Arsenault, regrette qu'il n'y ait pas de présentation du personnel communautaire lorsque de nouveaux enseignants sont embauchés.

« Deux, trois semaines après, ils nous croisent et nous disent : "Bonjour, qu'est ce que tu fais ici?" »

— Monique Arsenault, directrice du Conseil Rév. S.E. Perrey

À Summerside, la directrice du Centre Belle-Alliance, Maïté Mézierre, déplore quant à elle le manque d'information sur les besoins des élèves en matière d'activités communautaires ou culturelles : « C'est bien qu'on [en] offre, mais on ne sait pas ce qu'ils attendent, ce qu'ils aimeraient faire. »

Vincent Anama, le directeur du Comité acadien et francophone de l'est à Rollo

« Nous sommes trois partenaires, qui malheureusement ne collaborent pas suffisamment ensemble. Nous sommes plutôt voisins. »

— Vincent Anama, directeur du Comité acadien et francophone de l'est

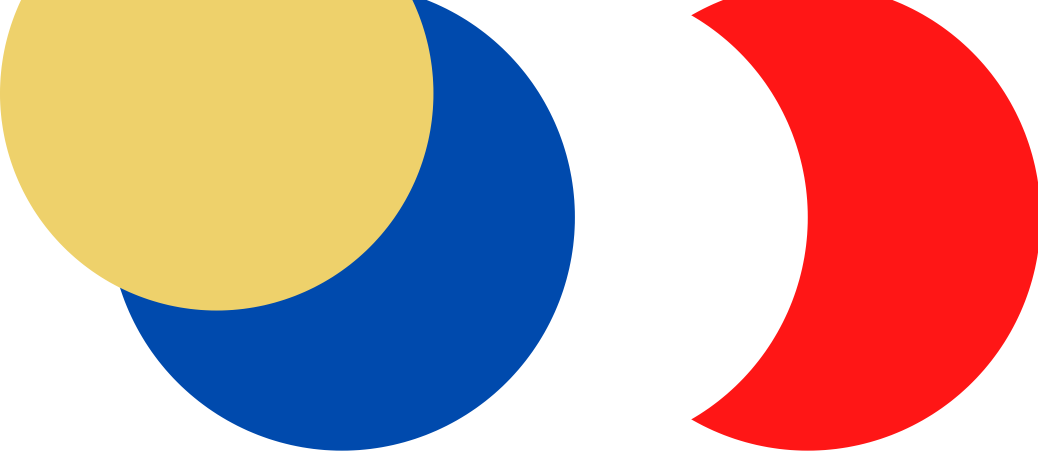
Crédits: Radio-Canada, Le Réveil
/ Île-du-Prince-Édouard,
28/05/21



Le centre communautaire francophone Belle-Alliance à Summerside, à l'Île-du-Prince-Édouard. PHOTO : Radio-Canada / Gabrielle Drumond



**RAPPROCHEMENT SCOLAIRE
ET COMMUNAUTAIRE**



Plus d'uniformité à l'échelle de l'Île

À Évangéline ou à Rustico, on vante les bonnes relations au quotidien, tout en souhaitant plus de relations formelles. « Si l'on peut avoir des baux mis à jour, ce serait une bonne chose pour que le fonctionnement soit clair pour tout le monde autour de la table », pense Andréa Deveau, la directrice du Conseil acadien de Rustico.

Nick Arsenault, qui dirige le CSC Évangéline, tient lui aussi à des relations plus transparentes. « On œuvre tous pour les mêmes raisons à la base, donc ça aurait du sens que ça devienne un peu plus formel pour travailler ensemble », note-t-il, tout en laissant sa porte ouverte.

« On peut probablement faire le premier pas pour se rapprocher et les aider. »

— Nick Arsenault, directeur du Centre scolaire-communautaire Évangéline

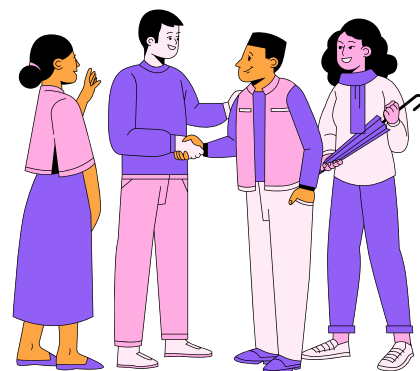
Des initiatives sont prises sur le terrain pour fluidifier les relations, mais il faudrait, selon les personnes interrogées, plus d'uniformité à l'échelle de la province. Surtout, certaines souhaitent que les écoles aient une forme d'obligation à considérer le communautaire dans leur calendrier et leur curriculum.

« Quand on veut faire des activités en collaboration, c'est nous qui approchons le scolaire. Mais eux n'ont pas de cadre autre que de demander à leurs enseignants : "Tu veux ou tu ne veux pas?" Ils n'ont pas d'obligation pour le communautaire », regrette Monique Arsenault à Tignish.

Toutes les personnes interrogées le disent, chacune à leur manière, il faudrait plus expliquer l'utilité des CSC. Pour Andréa Deveau à Rustico, c'est un « modèle envié par le côté anglophone ». À Rollo Bay, Vincent Anama souhaite lui que scolaire, communautaire et petite enfance développent un sentiment d'appartenance au Pavillon de l'est pour favoriser les synergies.

Avec les informations de Laurent Rigaux.

Au Carrefour de l'Isle-Saint-Jean, la directrice Chérine Stevula n'avait pas répondu à nos questions avant la diffusion de ce reportage. Interrogée par après, elle estime qu'il est difficile pour elle de se prononcer sur le sujet vu sa récente nomination. On a vraiment besoin de réviser les baux pour s'assurer que notre stratégie s'aligne avec la Commission scolaire, affirme-t-elle toutefois. La directrice du CSC de Charlottetown déplore également un manque d'uniformité et que les défis propres au communautaire ne soient pas mieux connus : Les gens nous voient comme faisant partie de l'école, mais on ne fait pas partie de la Commission scolaire, on a nos propres défis, notre réalité est complètement différente.





Un plan pour une approche scolaire-communautaire renforcée

La force de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard réside dans l'engagement fort et solidaire de ses membres ainsi que dans la pluralité des organismes qui la constituent. Il est à présent nécessaire de mettre en place une collaboration scolaire-communautaire plus active et transparente.

Qu'est-ce qu'un centre scolaire-communautaire (CSC)? Quels services hébergent-ils? Qui peut en bénéficier? Qui y travaille?

Ces questions sont trop récurrentes et ces espaces de vie et d'épanouissement en français restent trop méconnus. Il est à présent essentiel de renforcer les liens scolaires-communautaires.

À cette occasion, la SAF Île a rencontré, le 13 avril dernier, les commissaires et dirigeants de la CSLF pour proposer des pistes de solutions. La CSLF devrait ainsi communiquer à la fin du mois de juin prochain un plan d'action très at-

tendu. Cela permettra de commencer la nouvelle année scolaire ensemble, de faciliter grandement le travail de tous et cela pour le bien de toute la communauté.

Les propositions faites à la CSLF se basent sur trois grands axes :

1. Privilégier des relations transparentes et efficaces pour engager une stratégie commune et proactive

- Tenir une rencontre annuelle des conseils d'administration des trois partenaires des centres scolaire-communautaire.
- Instaurer un interlocuteur unique qui centralise et coordonne.

2. Assurer un cadre de collaboration et de coopération clair et compris par tous

- Un bail à jour ou une entente de collaboration qui fixe les responsabilités et le partage de celles-ci. Les baux ne sont plus à jour et il faut agir. Avoir une référence légale est essentiel pour le bien-être et la sécurité de tous, ainsi que pour la fluidité et continuité des services trop souvent mis en péril (espaces de travail, cantine, conciergerie, gymnases, espaces extérieurs, stationnement, etc.). La crise sanitaire a largement démontré son caractère essentiel.
- La communauté doit pouvoir s'appuyer sur un cadre clair et intelligible pour son développement et par conséquent agrandir ses infrastructures adéquatement.
- Créer un cartable ou dossier remis à une session d'orientation organisée pour l'ensemble



des employés à chaque rentrée, incluant un historique sur l'existence des centres scolaire-communautaire.

- Allouer un jour commun de formation annuellement aux directions scolaires, communautaires et préscolaires.

3. Optimiser le caractère innovant des CSC

- Développer un calendrier scolaire-communautaire cohérent qui prend en compte le curriculum des enfants et élèves pour s'assurer d'offrir des services et activités utiles, qui suscitent de l'intérêt et ont un impact positif. Favoriser une pleine collaboration avec le corps enseignant et la direction des écoles et garderies. Ces alignements et appuis par le communautaire permettront de remplir en outre une partie du mandat culturel de l'école soit : développer la fierté identitaire et le sens d'appartenance communautaire. À noter que les CSC reposent sur cette stratégie commune de coopération et de soutien.
- Organiser un forum CSC pour tous les bénéficiaires : en-

fants, parents, familles et individus.

«Les comités régionaux ainsi que la SAF Île attendent ce plan depuis des années. Nous sommes vraiment enthousiastes à l'idée d'un renforcement des relations et la mise en place d'un travail de collaboration», a souligné le président de la SAF Île Edgar Arsenault. «Reconnaissant l'importance et le rôle essentiel des parents pour la transmission de la culture et de la langue, nous sentons qu'avec l'appui fondamental et complémentaire des centres de la petite enfance, les centres scolaires-communautaires pourront dès la rentrée 2021 remplir pleinement leur rôle et offrir cet espace de vie indispensable, que la communauté a souhaité et défend ardemment.

Les centres scolaires communautaires représentent un lieu de cohabitation qui se veut rassembleur en vue d'un partage inclusif d'expériences linguistiques et culturelles au bénéfice de toute la communauté insulaire».



RAPPROCHEMENT SCOLAIRE ET COMMUNAUTAIRE

Crédits: La Voix acadienne 26/05/21

La SAF'Île veut voir plus de liens entre les écoles et la communauté

▶ 10 min



Edgar Arsenault, président de la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard.
PHOTO : Radio-Canada



Le réveil / Île-du-Prince-Édouard

Publié le 26 mai 2021

La Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF'Île) appelle à une meilleure collaboration entre les milieux scolaires et communautaires. Une rencontre le 13 avril dernier avec la Commission scolaire de langue française (CSLF) a permis de proposer des pistes de solutions à ce qui semble être un problème récurrent.

Dans un communiqué publié le 25 mai, la SAF'Île déclare qu'il est « nécessaire de mettre en place une collaboration scolaire-communautaire plus active et transparente ». Pour l'organisme porte-parole, les centres scolaires-communautaires (CSC) sont des « espaces de vie et d'épanouissement en français qui restent trop méconnus ».

Surtout, la SAF'Île veut que les rôles et responsabilités des différents organismes hébergés au sein de ces structures mixtes (écoles, centre communautaire, centre de la petite enfance, etc.) soient plus explicites.

Selon son président, Edgar Arsenault, il existe des ententes entre le communautaire et le scolaire qui détaillent les responsabilités de chacun dans les espaces partagés. Problème : ces ententes sont périmées depuis des années.



Crédits: Radio-Canada,
Le Réveil / Île-du-Prince-Édouard, 26/05/21

**RAPPROCHEMENT SCOLAIRE
ET COMMUNAUTAIRE**

Il le répète plusieurs fois : « Les règles du jeu ne sont pas assez claires. »

Malgré ces défis, le président de la SAF'Île est convaincu que le modèle des CSC est le bon.

« C'est un élément essentiel de notre développement, je pense que c'est la meilleure solution. »

— Edgar Arsenault, président de la SAF'Île

« On a des baux avec la CSLF qui sont à terme, qui n'ont jamais été renouvelés et cela cause des petits conflits, cela ne nous permet pas de développer à la vitesse où on voudrait aller, les règles du jeu ne sont pas assez claires. »

— Edgar Arsenault, président de la SAF'Île

Le responsable souhaite que le plan stratégique de la Commission scolaire, attendu pour la fin du mois de juin, prenne en compte ces préoccupations : « On vise une rentrée scolaire avec plus de règlements en place pour être plus efficace et bien gérer les centres. »

Il demande aussi une porte d'entrée unique au sein de la CSLF pour toutes les questions relatives aux centres scolaires communautaires.

Compte tenu de l'important roulement de personnel des deux côtés, Edgar Arsenault souhaiterait également voir des réunions régulières entre le scolaire et le communautaire, « pour s'assurer que les documents reflètent la réalité de ce qu'on veut accomplir ».

Il le répète plusieurs fois : « Les règles du jeu ne sont pas assez claires. »

Crédits: Radio-Canada,
Le Réveil / Île-du-Prince-
Édouard, 26/05/21



**RAPPROCHEMENT SCOLAIRE
ET COMMUNAUTAIRE**

Un petit problème de communication chez le médecin !

iMessage
Aujourd'hui 18:14

On sort de chez le médecin.

Est-ce que tout s'est bien passé ? Qu'est-ce qu'il t'a dit ?

Il a dit que Norah avait la varicelle. Il m'a fallu du temps pour comprendre...! 🤔 Il arrêtrait pas de dire chicken. Je me suis dit : mais pourquoi il insiste avec son histoire de poulet. Quel est le rapport avec notre fille ?

Chicken pox !! 😂 Ah, ça a dû être comique !

J'étais frustrée sur le moment. Mais oui, c'est « drôle ».

Oui, je te comprends. J'irai avec toi la prochaine fois. 😊

Distribué

Recensement 2021 : La communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard se mobilise pour son épanouissement !



Le concours est terminé.
Visite notre page Facebook et découvre si tu es l'un des 6 heureux gagnants !
Bravo à tous les participants.



SAF Île LE RECENSEMENT CÉLÉBRONS!

ENFANTS GAGNE UNE DES TROIS CARTES CADEAUX INDIGO D'UNE VALEUR DE 50\$ Pourquoi vis-tu en français ?

01 RACONTE 02 CAPTURE 03 PARTAGE

ADULTES GAGNE UNE DES TROIS CARTES CADEAUX HIMS D'UNE VALEUR DE 50\$ Pourquoi caches-tu français ?

01 RACONTE 02 CAPTURE 03 PARTAGE

En vigueur du
5 MAI 2021 - 11 MAI 2021



LE RECENSEMENT APPROCHE : JE COCHE FRANÇAIS !

JEU CONCOURS



Ton enfant vit en français ? Pourquoi vas-tu cocher la case "français" ? Dessine (enfant) ou écris (adulte) quelques mots, partage la photo sur Facebook ou par courriel avant le 11 mai et cours la chance de **gagner une des 6 cartes-cadeaux de 50\$**.

C'est plutôt cool de faire partie de la communauté acadienne et francophone, hein ?! Plus d'informations sur la page de la SAF Île ou notre site web. ;)



ET OUI, ÇA ARRIVE SOUVENT...

iMessage
Aujourd'hui 13:11

Allo Eugénie, devine quoi. J'ai appelé le CPE pour inscrire Arthur...



Alors ?!!!

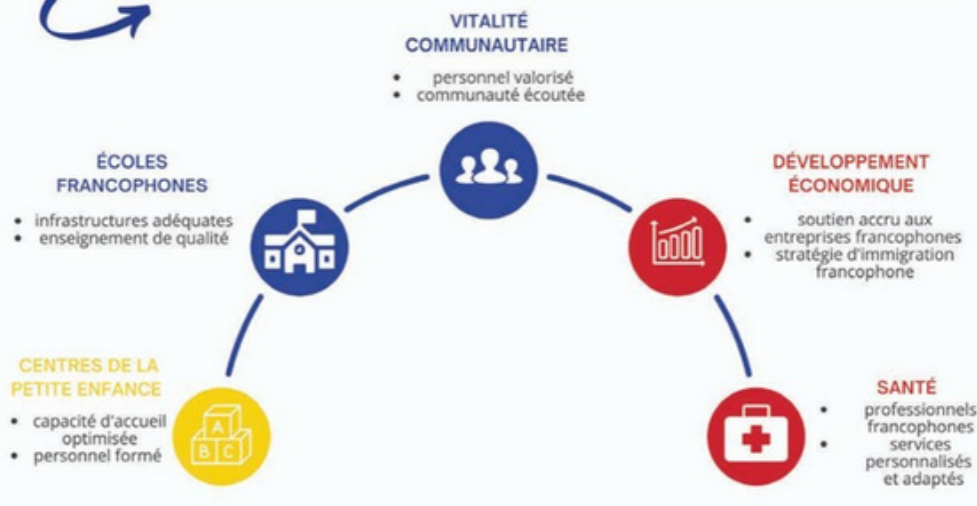
Liste d'attente... Je vais devoir l'inscrire à la garderie anglophone qui a une place pour lui.



Sérieux, désolée pour vous Elisa. C'est tellement dommage !

Distribué

COCHER FRANÇAIS, C'EST AIDER ELISA PIS VOUS AUTRES.



communication@ssta.org



25 ans

FÉLICITATIONS au Conseil scolaire- communautaire Évangéline!



Félicitations pour vos 25 années!
C'est un plaisir d'être parmi vos partenaires. Ensemble, nous formons un lien à travers notre province!

Monique Arsenault, directrice

Conseil Rév. S.-É.-Perrey
monique@seperrey.org
902-882-0475



Nous souhaitons un joyeux 25^e anniversaire au CSCÉ!
L'histoire nous a démontré à maintes reprises qu'il s'agit d'une région forte et engagée contribuant à la fierté de notre communauté acadienne et francophone de l'Île! Belles réussites et collaborations pour vos projets à venir!

Vincent Anama, directeur général

Comité acadien et francophone de l'Est
cafe@ssta.org
902-687-7179



Un anniversaire à souligner... Félicitations à l'occasion de votre 25^e anniversaire. Vous avez certainement contribué à assurer la mise sur pied de programmes et de services en français en vue de privilégier l'épanouissement de la communauté acadienne et francophone de la région Évangéline.

Maité Mézierre, directrice générale

La Belle-Alliance
dgba@ssta.org
902-888-1681



25 ans à rassembler la communauté acadienne et francophone, 25 ans d'engagement - l'équipe CSCÉ (du présent et du passé) est un atout pour la communauté! Félicitations pour vos 25 ans et bonne continuation!

Andrea Deveau, directrice

Conseil acadien de Rustico
andrea.deveau@conseilacadienrustico.org
902-963-3252



Nous souhaitons un Joyeux 25^e anniversaire à toute l'équipe du Centre scolaire-communautaire Évangéline et à toute la population acadienne et francophone de la région Évangéline.

Vous pouvez être fier de votre succès! Nous travaillons ensemble avec tous nos partenaires afin de vous accompagner dans la continuité de vivre et de s'épanouir en français d'un bout à l'autre de la province.

Isabelle Dasyva-Gill, directrice générale

SAF Île - Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard
isabelle.dg@ssta.org
902-888-1680



Quelle belle réussite! 25^e anniversaire du CSCÉ! Ensemble on va plus loin! Vivre en français, c'est possible! Félicitations pour le beau travail pour votre région.

Chérine Stévula, directrice générale

Carrefour de l'Isle-Saint-Jean
cherine@carrefourisj.org
902-367-8406



Budget fédéral : «Sur le papier, c'est positif»

Le lundi 19 avril, le gouvernement libéral de Justin Trudeau a présenté le nouveau budget fédéral. Il s'agit d'un document volumineux de 864 pages avec certaines avancées pour les francophones en milieux minoritaires qui restent à concrétiser.

JL - RÉSEAU PRESSE - LA VOIX ACADIENNE

MARINE ERNOULT

«On voit ce budget d'un bon œil, le gouvernement fédéral semble avoir pris en compte nos recommandations», partage Louise Imbeault, présidente de la Société nationale de l'Acadie (SNA), en réaction à la présentation du budget fédéral, lundi 19 avril. «On a été entendu sur tous les plans, on est agréablement surpris», abonde Lynn Brouillette, présidente de l'association qui représente les établissements d'enseignement secondaire francophones hors Québec (ACUFC). «Le fédéral reconnaît officiellement son rôle pour assurer la vitalité des communautés francophones en milieu minoritaire, c'est une bonne chose, ça nous permettra de rendre le gouvernement redevable si besoin», observe de son côté Isabelle Dasylyva-Gill, directrice générale de la Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. (SAFÎle).

L'ensemble des acteurs francophones interrogés notent une volonté du gouvernement fédéral de promouvoir et de protéger le français partout au pays. «C'est une bonne conjoncture, les autorités veulent relancer l'économie

tout en répondant à des objectifs d'enseignement en français», se réjouit Louise Imbeault qui salue entre autres l'annonce de la mise sur pied d'un programme national de garderie à 10 dollars par jour d'ici à 2026.

Postsecondaire, «tout le monde doit mettre la main à la pâte»

Concernant la Loi sur les langues officielles, le budget annonce qu'un financement de 6,4 millions de dollars sur deux ans est envisagé pour sa modernisation. Si le but de ce montant n'est pas précisé, «c'est de bon augure», selon Louise Imbeault. «On ne sait pas quand la loi sera votée, mais l'argent est là pour faire avancer le texte à tous les niveaux et pour appuyer certains des engagements du livre blanc», affirme-t-elle. La ministre Mélanie Joly veut ainsi investir 180,4 millions de dollars sur trois ans pour les programmes d'immersion française.

Un financement de plus de 121 millions de dollars sur trois ans est quant à lui destiné au secteur de l'éducation postsecondaire dans la langue de la minorité. Lynn Brouillette se dit enchantée : «Le gouvernement a compris que pour



Isabelle Dasylyva-Gill, directrice générale de la Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É., se montre prudente et attend de voir les retombées concrètes pour l'Île. (Photo : Laurent Rigaux)

développer nos communautés francophones en situation minoritaire, il nous faut des universités et des collèges forts».

Est-ce suffisant pour sauver un secteur qui souffre partout au Canada? «C'est un bon signal, mais on va suivre de près la mise en œuvre, les critères d'éligibilité des fonds», réagit Lynn Brouillette. Et de reconnaître : «Plus globalement, il faut une réflexion de fond pour revoir la formule de financement du postsecondaire, ça ne fonctionne plus». Pour le moment, la présidente de l'ACUFC, mais aussi Louise Imbeault, appellent les provinces à prendre leurs responsabilités. «Tout le monde doit mettre la main à la pâte, les provinces doivent soutenir les efforts financiers du fédéral, ça relève aussi de leur juridic-



François Rouleau, directeur général de La Commission scolaire de langue française à l'Île, espère que certains fonds prévus dans le budget fédéral pourront servir pour la construction de l'école Évangéline. (Photo : Laurent Rigaux)

tion», plaide la présidente de la SNA.

De l'argent du fédéral pour la nouvelle École Évangéline?

Plus de 80 millions de dollars sur deux ans sont par ailleurs réservés dans le budget à la construction, à la rénovation et au développement des espaces éducatifs et communautaires dans les milieux linguistiques minoritaires. «C'est significatif, on réclamait cet argent depuis plusieurs années, car nos écoles et centres communautaires sont devenus trop petits», explique Louise Imbeault. À l'Î.-P.-É., François Rouleau, directeur général de La Commission scolaire de langue française, espère qu'une partie de ces fonds seront alloués à la construction de la nouvelle école Évangéline. «Le gouvernement fédéral avait fait part de son intérêt, cette enveloppe pourrait concrétiser les choses», avance le directeur qui se félicite qu'Ottawa soit à l'écoute des besoins grandissants du système éducatif francophone.

Alors que les emplois dans le secteur des arts, de la culture et des loisirs ont diminué de 35 % entre février 2020 et février 2021, Ottawa veut également fournir 300 millions \$ sur deux ans pour la création d'un fonds de relance. «C'est une bonne chose, car la COVID-19 a fait beaucoup de mal aux artistes», rappelle

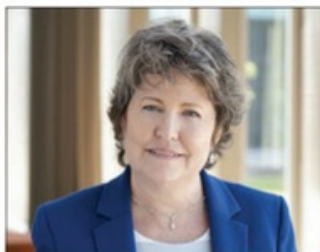
Louise Imbeault. Le budget prévoit aussi d'accorder à Patrimoine canadien des fonds pour appuyer les festivals des arts de la scène, les événements culturels communautaires ainsi que les célébrations et les commémorations. «C'est une excellente nouvelle pour les célébrations du 15 août, on ne connaît pas encore les détails, mais les villages pourront participer à la fête de l'Acadie, la grande manifestation populaire aura bien lieu», apprécie la présidente de la SNA.

Une vision qui reste à concrétiser

Si les acteurs de la francophonie en milieu minoritaire se montrent optimistes, ils restent néanmoins prudents. «Il faut encore que ces sommes soient effectivement versées, car il s'agit souvent d'engagements sur deux, trois ou cinq ans, souligne Louise Imbeault. Beaucoup de choses peuvent se produire d'ici là, des élections par exemple, et un autre gouvernement pourrait revenir sur ces engagements.» Isabelle Dasylyva-Gill, elle, attend de voir les retombées concrètes pour l'Île : «Sur le papier, c'est positif, ce sont de belles intentions, mais ça reste une vision à concrétiser». Quels pourcentages de ces fonds bénéficieront aux organismes insulaires? Quand cet argent sera-t-il disponible? Autant de questions qui restent en suspens. ★



Louise Imbeault, présidente de la Société nationale de l'Acadie, porte un regard positif sur le budget fédéral. (Photo : Gracieuseté)



Lynn Brouillette, présidente de l'association qui représente les établissements d'enseignement secondaire francophones hors Québec, salue les sommes allouées à l'enseignement postsecondaire dans la langue minoritaire. (Photo : Gracieuseté)

Le 28 avril 2021 - LA VOIX ACADIENNE • 3

Crédits: La Voix acadienne
28/04/21



BUDGET FÉDÉRAL

La SAF'Île compte bien s'impliquer au recensement 2021

▶ 9 min



Isabelle Dasylyva-Gill est directrice la Société Acadienne et Francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF'Île).

PHOTO : Radio-Canada / CBC / Sarah MacMillan



Le réveil / Île-du-Prince-Édouard

Publié le 28 avril 2021

Dès le 11 mai, on amorcera le grand recensement de 2021.

La Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF'Île) insiste sur le fait que les familles francophones s'identifient comme telles, et non comme étant bilingues. Cette réponse à cette simple question peut avoir un grand impact sur la communauté.

L'organisme porte-parole de la communauté acadienne et francophone entend bien prendre part au processus de façon active. On en parle avec Isabelle Dasylyva-Gill, la directrice de la SAF'Île.



Crédits: Radio-Canada, Le Réveil /
Île-du-Prince-Édouard, 28/04/21

Le concours 2021-2022 des bourses d'études de la Fondation acadienne d'aide financière aux étudiants et étudiantes est lancé

Comme chaque année, l'équipe de la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF Île) est heureuse d'annoncer le lancement du concours de bourse d'études post-secondaires de La Fondation acadienne d'aide financière aux étudiants et étudiantes.

La Fondation acadienne d'aide aux étudiants et étudiantes invite donc toutes les personnes qui désirent poursuivre des études post-secondaires en français en septembre prochain, à présenter leurs demandes de bourses d'ici le 31 mai 2021. Tous les détails et le formulaire de demande sont disponibles directement en ligne sur le site de

la SAF Île, dans la rubrique Fondation acadienne d'aide aux étudiants et étudiantes.

Pour être admissible à faire une demande de bourse, l'étudiant.e doit être d'origine acadienne ou francophone, et ayant résidé à l'Île pendant au moins trois ans à la date de la demande. Lors de la demande, l'étudiant.e âgé.e de 16 ans ou plus doit remplir le formulaire et payer la cotisation pour devenir membre de la SAF Île pour être considéré lors de la sélection des récipiendaires. Pour les étudiant.es âgés.e.s de moins de 16 ans, ils doivent être l'enfant d'un membre en règle de la SAF Île pour s'inscrire et bénéficier d'une bourse.

Il est possible de devenir membre à partir du site web de la SAF Île.

En plus de toute condition spécifique à la bourse demandée, les candidat.es doivent s'inscrire dans un programme d'enseignement post-secondaire dans une institution de langue française ou dans un programme bilingue reconnu.

Voici la liste des bourses d'études qui sont offertes pour l'année 2021-2022 :

- **Bourse J.-Henri-Blanchard** : d'une valeur de 1 000 \$;
- **Bourses Monseigneur-Jean-Chiasson et la bourse Père-Emmanuel-Richard** : six bourses régionales de 500 \$ chacune;

- **Bourse Monseigneur-Jean-François-Buote - 1^{er} cycle** : d'une valeur de 1 000 \$ au niveau du baccalauréat;

- **Bourse Monseigneur-Jean-François-Buote - 2^e cycle** : d'une valeur de 1 000 \$ au niveau de la maîtrise;

- **Bourse Saint-Thomas-d'Aquin** : d'une valeur de 1 000 \$ et réservée aux études en théologie ou un programme universitaire spécialisé dans un domaine où il y a un manque de ressources humaines francophones, tels que la santé, la médecine, le droit et l'éducation;

- **Bourse JAFLIPE** : d'une valeur de 500 \$ et réservée à

un membre de Jeunesse acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. qui poursuit ses études postsecondaires en français;

- **Bourse des arts de la Fédération culturelle de l'Î.-P.-É.** : d'une valeur de 400 \$ et exclusivement pour du perfectionnement artistique dans une des disciplines suivantes : théâtre, musique, danse, arts visuels, vidéo-cinéma et littérature;

- **Bourse de l'Université d'Ottawa** : d'une valeur de 4 000 \$ et pour un étudiant officiellement inscrit à l'Université d'Ottawa et résident de l'Î.-P.-É.

Source : SAF Île ★

14 • LA VOIX ACADIENNE - Le 21 avril 2021

Une nouvelle bourse d'études appuie l'éducation en français

Les étudiants désirant faire des études post-secondaires en français auront plus d'options en matière de soutien financier pour atteindre leurs objectifs d'études.

La nouvelle Bourse d'études postsecondaires en français est une bourse pluriannuelle pour les étudiants de l'Île-du-Prince-Édouard qui souhaitent faire des études postsecondaires dans un programme en français qui n'est pas offert dans la province. La bourse

est financée par le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard en collaboration avec la Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. (SAF Île).

«Réduire les barrières à l'éducation postsecondaire aidera les étudiants à suivre leur passion et poursuivre leurs études dans leur champ d'intérêt», a souligné la ministre de l'Éducation et de l'Apprentissage continu, Natalie Jameson. «En appuyant les étudiants de langue française qui veulent

continuer leurs études en français, nous appuierons la communauté acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. Nous allons continuer à nous pencher sur des options pour améliorer l'accès à l'éducation postsecondaire et à trouver des façons de garder nos diplômés dans la province».

Les élèves qui obtiennent leur diplôme d'une école de langue française ou d'un programme d'immersion française à l'Île-du-Prince-Édouard pourraient être admissibles à

l'obtention d'une bourse allant jusqu'à 1500 \$ par année pour des études collégiales et 2000 \$ par année pour un baccalauréat.

«Les besoins du marché du travail en main-d'œuvre bilingue ne font que croître et comme organisme porte-parole, nous voyons l'importance de mettre en place des mesures positives pour appuyer financièrement les étudiants qui poursuivent leurs études en français au niveau postsecondaire», ajoute le président

de la SAF Île Edgar Arsenaault. «La SAF Île est fière d'avoir pu collaborer avec le gouvernement provincial pour explorer les divers moyens et trouver une solution pour soutenir davantage les étudiants qui n'ont pas le choix d'étudier en français ailleurs au pays».

Des renseignements sur les exigences pour être admissible au programme et sur le processus de demande sont offerts sur le site Web de SAF Île. ★

Le 28 avril 2021 - LA VOIX ACADIENNE • 9

Crédits: La Voix acadienne
21/04/21 et 28/04/21



BOURSES FONDATION SSTA

Capsules jeunesse pour le recensement

Dès le début du mois de mai, le recensement 2021 sera enclenché. En prévision de cette grande collecte nationale de données sur la population, la Société acadienne et francophone de l'ÎPÉ a lancé une campagne multivolets pour sensibiliser la population aux questions identitaires comme celles recueillies par le recensement. Un de ces volets s'adresse aux jeunes. Il consiste à produire des capsules vidéos qui seront diffusées sur les réseaux sociaux à partir du début du mois de mai.

JACINTHE LAFOREST

Le tournage avec un groupe d'élèves de l'École-sur-Mer s'est poursuivi le vendredi 23 avril dernier. Les quatre élèves sont Nathaniel Roy, Zachary Arsenault, Noah Farrell et Lai Xia Hein.

«C'est notre enseignante qui nous a parlé de cela et on a décidé de participer», dit Nathaniel Roy. «C'était surtout pour dire pourquoi on est fier de parler français et pour en-

courager les gens à s'identifier comme Acadien et francophone, et ne pas se cacher», dit Noah Farrell. Ce dernier croit que même aujourd'hui, il y a des gens qui n'osent pas afficher pleinement leur héritage culturel et linguistique. «Surtout ici, dans un milieu majoritairement anglophone, il y a des gens, je pense, qui trouvent que c'est compliqué de vivre en français», a indiqué le jeune homme.

Les quatre élèves sont en 10^e année, à l'École-sur-Mer.



Quatre élèves de l'École-sur-Mer participent au tournage d'une capsule vidéo sur le recensement. On les voit ici en discussion avec l'historien Georges Arsenault.

Ils ont intégré il y a quelques semaines à peine les nouveaux espaces du secondaire dont ils sont très fiers. Leur école est d'ailleurs un «personnage» dans leur vidéo, qui est tournée

par Jean Lavergne.

«On nous a demandé différentes questions, comme quel est notre mot préféré. Moi j'ai dit "pamplemousse", dit Nathaniel. «Moi, c'est "J'sais pas"», dit Zachary. «Moi, c'est "neutralisation acido-basique"», dit Lai Xia. Pour Noah, c'est «Récréation». «C'est pour sa signification», dit-il.

Le vendredi 23 avril, ils ont assisté à une conférence de Georges Arsenault, qui a utilisé le livre publié récemment sur les 300 ans de présence française à l'Île pour aborder différents thèmes. À la fin de sa présentation, Georges Arsenault a posé une question importante. «Ça fait 300 ans qu'on parle le français à l'Île, est-ce qu'on le parlera encore dans 100 ans? Ça dépend de vous, des choix que vous allez faire d'élever vos enfants

en français, de les envoyer à l'école française», a-t-il insisté.

Sa question a-t-elle eu un impact?

«Pour moi, ça toujours été clair que je vais vivre en français et que c'est aussi ce que je veux pour mes enfants. Ça fait partie de qui je suis», a répondu Noah. Lai Xia croit elle aussi que le français va rester dans sa vie et dans celle de ses enfants. Nathaniel Roy est lui aussi déterminé à voir le français se poursuivre dans la prochaine génération. Zachary quant à lui, croit que ça va dépendre de l'endroit où sa future carrière militaire l'amènera à vivre.

La capsule de ce groupe est l'une de trois ou quatre capsules jeunesse qui seront diffusées sur les réseaux sociaux à partir du début mai. ★



De gauche à droite, on voit Lai Xia Hein, Noah Farrell, Zachary Arsenault et Nathaniel Roy. Ils ont participé au tournage à l'École-sur-Mer de Summerside le vendredi 23 avril. (Photos : J.L.)

Crédits: La Voix acadienne
21/04/21 et 28/04/21

